



Business case

«Rentabilité de la 4^e / 5^e / 6^e révision de la LAI»

Conformément à la décision de
l'Assemblée des membres de la COAI
du 1^{er} et 2 décembre 2016

31 mars 2019

COAI
Ressort Conditions cadres
Landenbergstrasse 39
6005 Lucerne

Table des matières

0. *Management summary*
1. Situation initiale
2. *Business case*
 - 2.1. Base
 - 2.2. Conception de la structure financière
 - 2.3. Explications complémentaires sans calculs financiers (hors du champ de l'enquête)
3. Modalités concrètes des dépenses et économies à calculer
 - 3.1. Objectifs politiques et mandat prescrit par la loi
 - 3.2. Dépenses
 - 3.3. Economies
 - 3.4. Baisse du nombre d'octrois de nouvelles rentes due à des exigences légales plus élevées
 - 3.5. Valeurs pour l'année de base 2003 compte tenu de la croissance démographique
4. Données utilisées pour les valeurs de base et les valeurs de développement
 - 4.1. Principe
 - 4.2. Nombre de nouvelles rentes pondérées
 - 4.3. Nombre de rentes pour enfants
 - 4.4. Coûts relatifs aux indemnités journalières
 - 4.5. Coûts relatifs aux mesures d'intervention précoce
 - 4.6. Coûts relatifs aux mesures de réinsertion
 - 4.7. Coûts relatifs aux mesures d'ordre professionnel
 - 4.8. Coûts relatifs aux mesures d'instruction
 - 4.9. Coûts des offices AI
 - 4.10. Coûts moyens d'une rente AI annuelle
 - 4.11. Coûts moyens d'une rente pour enfants annuelle
 - 4.12. Statistiques sur la population active
 - 4.13. Durée moyenne d'une rente AI
 - 4.14. Durée moyenne d'une rente pour enfants
 - 4.15. Capitalisation des rentes AI et des rentes pour enfants
 - 4.16. Coûts moyens d'une rente d'invalidité résultant de la prévoyance professionnelle (LPP)
5. Résultat du *business case* par année
 - 5.1. Année de base 2003
 - 5.2. *Business case* 2004 par rap. à l'année de base 2003
 - 5.3. *Business case* 2005 par rap. à l'année de base 2003
 - 5.4. *Business case* 2006 par rap. à l'année de base 2003
 - 5.5. *Business case* 2007 par rap. à l'année de base 2003
 - 5.6. *Business case* 2008 par rap. à l'année de base 2003
 - 5.7. *Business case* 2009 par rap. à l'année de base 2003
 - 5.8. *Business case* 2010 par rap. à l'année de base 2003
 - 5.9. *Business case* 2011 par rap. à l'année de base 2003
 - 5.10. *Business case* 2012 par rap. à l'année de base 2003
 - 5.11. *Business case* 2013 par rap. à l'année de base 2003
 - 5.12. *Business case* 2014 par rap. à l'année de base 2003
 - 5.13. *Business case* 2015 par rap. à l'année de base 2003
 - 5.14. *Business case* 2016 par rap. à l'année de base 2003
6. *Business case* 2004 à 2016: vue d'ensemble
 - 6.1. *Business case* 2004 à 2016 ne concernant que l'AI
 - 6.2. *Business case* 2004 à 2016 concernant l'AI et la LPP

Annexes

- I. Evolution des rentes AI et des demandes de rentes AI de l'office AI 27 (office AI pour les assurés résidant à l'étranger)
- II. Valeurs de l'année de base 2003 ainsi que l'évolution des valeurs de l'année de base compte tenu de la croissance démographique
- III. Valeurs de base du compte d'exploitation de l'AI provenant de l'année 2003
- IV. Valeurs de développement des comptes d'exploitation de l'AI de 2004 à 2016
- V. Valeurs de développement des octrois de nouvelles rentes AI (pondérées) de 2004 à 2016
- VI. Valeurs de développement des rentes pour enfants de 2004 à 2016
- VII. Statistique des rentes LPP provenant de l'année 2014
- VIII. Calcul de la durée de rente d'une rente AI
- IX. Possibilités d'utilisation du «capitalisateur» provenant du programme informatique «Leonardo»
- X. Calcul de la durée d'échéance d'une rente AI compte tenu du taux d'actualisation et du taux de mortalité
- XI. Calcul de la durée d'échéance d'une rente pour enfants compte tenu du taux d'actualisation et du taux de mortalité

0. Management summary

Au début du millénaire, le taux d'endettement élevé de l'assurance-invalidité (AI) augmentant chaque année a incité le législateur à intervenir en apportant des adaptations correctrices correspondantes au niveau de la loi. Avec l'adoption de la 4^e, de la 5^e et de la 6^e révision de la loi sur l'AI (LAI) en 2004, 2008 et 2012, de nombreuses mesures différentes ont été introduites afin de réduire à long terme l'endettement de l'AI, respectivement de l'éliminer. Objectif: un assainissement complet et un rétablissement de l'AI d'ici à 2030. Avec le renforcement du principe «La réadaptation prime la rente», la 5^e révision de la LAI a eu notamment pour effet de changer la stratégie de l'AI, qui passe ainsi «d'une assurance de rentes à une assurance de réadaptation».

Conformément à cette stratégie et à ce principe, le législateur a consacré à cet effet davantage d'argent et de ressources supplémentaires en personnel. Et ce, en investissant tant dans des prestations en faveur de la personne assurée destinées à la réadaptation professionnelle que dans des ressources financières ayant pour but de mettre en œuvre et d'exécuter toutes les nouvelles mesures prescrites selon les révisions précitées. La question clé de ces dernières révisions est de savoir si cet argent a effectivement entraîné le rétablissement financier de l'AI étant donné qu'on a introduit concrètement une *extension* des prestations – notamment dans la réadaptation professionnelle. Et ce, en ajoutant les moyens supplémentaires nécessaires afin de mettre en œuvre et de garantir l'exécution de cette extension des prestations. Il est beaucoup plus difficile de répondre à cette question que si l'on avait procédé à des réductions de prestations dans un domaine déterminé tout en maintenant simultanément les taux de cotisations à un même niveau. Cette question revêt aussi une importance centrale parce que la totalité des mesures d'extension – à savoir des investissements consacrés à la fois aux mesures elles-mêmes et à leur exécution – doivent contribuer à long terme à atteindre l'objectif du «désendettement de l'AI» selon les différents messages du Conseil fédéral sur ce thème. Dès lors, il importe de contrôler si cette promesse politique peut effectivement être atteinte, respectivement si les trois révisions antérieures de la LAI ont introduit à cette fin les bonnes mesures au niveau de la loi. En tant qu'organes d'exécution, les offices AI se voient en effet confrontés de manière répétée à la question suivante: quels effets ont été atteints avec les moyens (ressources) engagés? Sur mandat de l'Assemblée des membres, la COAI a donc décidé d'analyser cette question de manière plus détaillée, et ce, du point de vue des résultats financiers.

Conclusion: la nouvelle orientation «La réadaptation prime la rente» et l'extension de la réadaptation professionnelle allant de pair avec cette dernière, sont un succès financier. Avec cette extension, pendant les années 2004 à 2016, l'AI a économisé près de 10 milliards de francs (calculés sans le taux d'actualisation négatif ou positif) uniquement par le biais des réadaptations professionnelles. Cela correspond à plus de 750 millions de francs par année. En chiffres nets, cela signifie que toutes les dépenses supplémentaires consécutives à l'extension des prestations et du personnel sont également incluses dans le calcul, et que les économies réalisées pour les versements de rentes sont réduites de ces investissements. Si, outre les rentes AI, on inclut aussi dans le calcul les rentes d'invalidité issues de la prévoyance professionnelle, le montant des économies réalisées pendant la même période s'élève à plus de 23 milliards de francs.

Ergebnis des Jahres	Business Case IV ohne BVG (in CHF)	Business Case IV und BVG (in CHF)
2004 (4. IVG-Revision)	400'490'527	598'430'509
2005	-478'731'966	-1'001'644'653
2006	-1'702'352'500	-3'301'697'062
2007	-1'379'511'218	-2'704'341'904
2008 (5. IVG-Revision)	-454'816'901	-1'077'611'724
2009	-643'031'967	-1'512'561'762
2010	-692'641'739	-1'691'146'005
2011	-637'887'028	-1'623'611'559
2012 (6. IVG-Revision)	-802'347'253	-1'966'706'996
2013	-969'794'525	-2'340'042'671
2014	-938'111'773	-2'323'170'721
2015	-863'488'230	-2'228'727'077
2016	-798'183'572	-2'182'676'018
Gesamtperiode 2004 - 2016	-9'960'408'145	-23'355'507'641
Durchschnitt pro Jahr	-766'185'242	-1'796'577'511

Dès lors, les investissements dans la réadaptation professionnelle en valent la peine à tous égards – non seulement sur le plan personnel pour les personnes concernées, sur le plan sociétal ou du point de vue de la politique sociale, mais aussi sur le plan financier pour l'AI.

Une seule rente qui a pu être évitée en raison du succès de la réadaptation professionnelle revient à économiser un montant d'env. CHF 250'000.— (base 2016, capitalisation actualisée). Le *business case* montre que malgré l'augmentation des coûts des prestations dans la réadaptation professionnelle, ces investissements rapportent davantage que ce qu'ils ne coûtent. Car la réduction ainsi obtenue pour les versements de rentes s'avère nettement plus élevée que les «coûts d'investissement» consentis.

Avec un taux de frais administratifs dans la mise en œuvre et la gestion se montant au total à 7,5% (base 2016), le taux de frais propre à l'AI s'avère nettement inférieur, p. ex., à celui de l'assurance-chômage (AC) ou à celui de l'assurance-accidents obligatoire (AA). Le taux de frais propre aux offices AI qui assument la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution ne s'élève même qu'à 4,9%.

Les conditions cadres particulières applicables à la mise en œuvre, à savoir le fait que les ressources en personnel dans les offices AI ont été gelées au même niveau depuis l'année 2013, bien que le nombre de demandes de réadaptations professionnelles/de rentes ait augmenté de 30% pendant la même période, auront une influence directe sur le résultat financier de l'AI. En raison du manque de personnel nécessaire à l'accompagnement et aux prestations de conseil à dispenser aux personnes assurées en faveur de leur réadaptation professionnelle, il n'est plus possible de leur garantir un suivi et un encadrement complet. De ce fait, la durée d'échéance de ces cas sera prolongée, ce qui augmentera encore le risque de chronicisation des maladies. Un encadrement ultérieur ne pourra plus être garanti – tout simplement parce que le personnel requis fait défaut. Cela entraînera une augmentation du nombre de nouvelles rentes, ce qui se traduira par des répercussions négatives sur le plan financier. La COAI s'inquiète de cette évolution. Car en fin de compte, faire des économies dans le personnel ou dans les prestations en faveur de la réadaptation professionnelle n'aura pas pour effet de réduire les dépenses au sein de l'AI, mais entraînera au contraire une hausse des dépenses. Bien qu'avec la révision 6a de la LAI des postes supplémentaires aient été accordés, ces ressources ne sont pas suffisantes pour compenser l'augmentation de plus de 30% du nombre de demandes. La COAI a également rédigé un rapport sur ce sujet "Utilisation des ressources en personnel résultant de la révision 6a de la LAI.

La COAI constate également que les offices AI se voient confrontés de manière accrue à des tâches qui sont de nature purement administrative. De même, la gouvernance d'entreprise publique, la compliance ou l'analyse de plus en plus approfondie des données et des chiffres avec contrôle de gestion ont des effets. Bon nombre de ces tâches sont en effet édictées en tant que directives, ce qui restreint ainsi la marge de manœuvre de l'AI. Pour respecter ces directives, l'AI est tenue de garantir l'exécution de ces tâches administratives. Cette exécution nécessitera, elle aussi, les ressources correspondantes et, en dernière analyse, portera préjudice au mandat principal imparti à l'AI, à savoir d'apporter son appui à la réadaptation professionnelle des personnes assurées.

En outre, un autre danger réside dans certaines mesures particulières de réduction des coûts. Ces dernières recèlent le risque que l'on crée ainsi des effets erronés et indésirables qui auront des répercussions négatives sur le système de l'AI dans son ensemble. Le *business case* montre en effet que des augmentations des coûts dans certaines catégories / certains domaines de prestations auront des effets positifs sur le système dans son ensemble, et qu'en fin de compte, on pourra ainsi réduire le total des dépenses.

Pour conclure, il faut mentionner les chiffres de l'AI les plus récents: le nombre de nouvelles rentes a augmenté de 14'000 à 14'700 entre 2015 et 2017. En 2018, une nouvelle augmentation du nouvelles rentes est probable. S'il est encore trop tôt pour répondre avec certitude à la question de savoir si oui ou non ces chiffres sont déjà le résultat de ce manque de ressources en personnel, il est certain qu'on ne peut exclure que ces ressources en personnel qui font défaut ont une influence sur

l'augmentation du nombre de rentes. Du point de vue des coûts, 700 rentes supplémentaires accordées sont synonymes de futurs paiements de rentes capitalisées se montant à 175 millions de francs.

Dans le cadre du développement continu de l'AI ainsi que de l'augmentation annuelle du nombre de demandes AI, les enseignements tirés du présent *business case* sont de la plus haute pertinence.

1. Situation initiale

Avec l'adoption de la 4^e, de la 5^e et de la 6^e révision de la LAI, le législateur a jeté les bases qui permettront d'éliminer à long terme le déficit financier structurel de l'assurance-invalidité. Du point de vue du contenu, nous ne traiterons pas ici ces trois révisions dans le détail. Ces dernières sont caractérisées, pour l'essentiel, par un approfondissement de toutes les mesures d'instruction, par le conseil médical/l'appréciation médicale dispensés par les Services Médicaux Régionaux, par l'extension massive de toutes les mesures de réadaptation d'ordre professionnel, par de nouvelles prestations en faveur de l'intégration professionnelle, par des adaptations légales applicables aux octrois de rentes, ainsi que par une extension correspondante des ressources au sein des organes chargés de l'exécution.

La COAI, tout comme les offices AI, se voient confrontés de manière répétée à la question de savoir si le niveau élevé des investissements supplémentaires consacrés aux instructions, à toutes les mesures de réadaptation ainsi qu'à l'augmentation du personnel dans les offices AI est justifié du point de vue financier. Et ce, bien que le Conseil fédéral ait confirmé, dans son communiqué aux médias sur le développement continu de l'AI (communiqué aux médias du 15.02.2017) que les révisions de la LAI de ces 12 dernières années (à savoir la 4^e, la 5^e et la 6^e révision de la LAI) ont entraîné une baisse du nombre de rentes plus rapide que prévue, et que l'AI a évolué avec succès, passant ainsi d'une assurance de rentes à une assurance de réadaptation. Les messages du Conseil fédéral contiennent des calculs économiques qui ont été établis chaque fois pendant la phase préparatoire de ces révisions, raison pour laquelle ils se basent sur des hypothèses. Néanmoins, des voix critiques se font entendre de manière répétée qui remettent en question la rentabilité des investissements réalisés et l'augmentation du personnel dans les offices AI avec les dépenses plus élevées liées à cette dernière.

Lors de son Assemblée des membres du 1^{er} et 2 décembre 2016, la COAI a décidé de faire analyser les problématiques propres à une «approche globale de la situation financière». D'une part, parce qu'un calcul effectué en amont portant sur un tel *business case* est possible grâce aux comptes d'exploitation de l'AI établis chaque année. D'autre part, parce que la période de 12 ans écoulée depuis l'introduction de la 4^e révision de la LAI est une période suffisamment longue, et qu'il s'agit dès lors d'une durée très fiable qui permet de présenter un mode d'approche durable de la situation financière de l'AI.

2. *Business case*

2.1. Base

L'établissement d'un *business case* repose sur un mode d'approche qui ne prend en compte que des paramètres purement financiers. Des problématiques relevant de l'économie publique, respectivement des considérations d'ordre juridique ou de nature éthique ne sont pas reprises dans un *business case*. En revanche, un *business case* a pour but de montrer si oui ou non, et de quelle manière, des investissements effectués sont utilisés efficacement pour réaliser des économies à long terme. Dans ce contexte, on parle de «retour sur investissement» (*Return On Investment (ROI)*). Un *business case* doit analyser un scénario d'affaires déterminé sous l'angle de la rentabilité d'une possibilité d'investissement faisant partie intégrante dudit scénario. Il a pour objectif d'expliquer et de

soupeser les effets financiers et stratégiques prévisionnels de cet investissement. Ce faisant, on procède à une comparaison entre différentes options d'action possibles. Une option d'action toujours envisageable réside dans le maintien du statu quo. Dans la pratique, on fait aussi souvent appel à un *business case* pendant la phase préparatoire d'un projet afin d'en analyser la rentabilité et les effets sur l'évolution des affaires. Par le biais d'une analyse de l'utilité, des dépenses et des risques encourus, le *business case* contribue à faire en sorte que les ressources des entreprises soient ainsi concentrées sur les projets prometteurs de succès.

En l'occurrence, il s'agit donc d'étudier si l'extension des prestations réalisée depuis l'adoption de la 4^e révision de la LAI, ainsi que l'extension des mesures et l'augmentation du personnel et les coûts supplémentaires liés à cette dernière, génèrent des effets positifs correspondants, et d'examiner si ces mesures ont effectivement entraîné les économies prévues et exigées par les milieux politiques. Dans le cadre des révisions de la LAI précitées, il avait été décidé de mettre l'accent sur les économies à réaliser dans les paiements de rentes; autrement dit, il fallait directement réduire les coûts des paiements de rentes en introduisant les mesures d'extension susmentionnées. Du point de vue de la logique de financement, ces mesures d'extension et les coûts correspondants doivent être qualifiés de «coûts d'investissement». Dans ce contexte, la base d'un calcul de *business case* est constituée par les données concrètes et par les faits et chiffres concernés. D'autres aspects également intéressants, mais qui sont sujets à une haute volatilité ou pour lesquels on ne dispose d'aucune base de faits et données concrets, respectivement de bases peu nombreuses et très limitées, ne font pas directement partie des calculs. Ces aspects sont mentionnés de manière séparée au Chapitre 2.3. et y sont brièvement expliqués.

2.2. Conception de la structure financière

- La dernière année précédant la 4^e révision de la LAI (à savoir 2003) a été prise pour base. Par tant, les chiffres des statistiques provenant de l'année 2003 (la 4^e révision de la LAI est entrée en vigueur le 01.01.2004) sont applicables aux calculs propres au *business case*.
- Le *business case* étudié, d'une part, l'évolution annuelle par comparaison avec l'année de base 2003 et, d'autre part, l'addition des chiffres (le total global) sur toute la période allant de 2004 à 2016.
- Comme déjà mentionné, pour les économies à réaliser, l'accent a été mis sur les coûts des rentes. À cet égard, deux approches sont possibles: soit on se focalise sur les coûts de l'évolution des nouvelles rentes, soit on se concentre sur les coûts de l'effectif des rentes. Les explications figurant ci-après montrent pourquoi une logique de calcul déterminante dûment fondée doit nécessairement se baser sur l'évolution du nombre de nouvelles rentes.
- L'évolution du nombre d'octrois de nouvelles rentes est la conséquence directe de la 4^e/5^e/6^e révision de la LAI et de leurs bases légales respectives. En outre, à plus long terme, l'évolution du nombre de nouvelles rentes a une grande influence sur l'effectif des rentes. Si la croissance du nombre de nouvelles rentes ralentit, le nombre de nouvelles rentes affluant dans l'effectif des rentes diminue lui aussi, et puisque l'effectif des rentes diminue simultanément, cela entraîne une réduction de l'effectif global des rentes. Dès lors, la base qui a été prise en compte est la comparaison des chiffres de l'évolution des nouvelles rentes avant la 4^e révision de la LAI provenant de l'année 2003 avec les chiffres des années subséquentes (2004 – 2016).
- Nous pouvons avec raison partir du principe qu'en ce qui concerne l'évolution du nombre des nouvelles rentes, la baisse du nombre de rentes nouvellement accordées ne s'explique pas uniquement par les ressources et prestations nouvellement créées résultant des révisions précitées. La diminution du nombre d'octrois de nouvelles rentes est aussi due, pour une part non négligeable, au changement de cadre juridique et à l'adoption d'une jurisprudence plus stricte et plus restrictive qui sont intervenus depuis 2004 ainsi qu'à l'introduction d'un système de *controlling* des résultats (l'OFAS mesure le succès de ce qui a été atteint en recourant à un système d'indicateurs de résultats). À première vue, il semble difficile de mentionner un pourcentage concret de baisse du nombre de nouvelles rentes qui découlerait de ce changement de cadre

juridique/de jurisprudence. Mais à y regarder de plus près, on dispose toutefois d'un «paramètre de référence» pertinent très précis. En effet, à la différence de tous les autres offices AI, l'office AI 27 (office AI pour les assurés résidant à l'étranger) est le seul office AI à accorder des rentes uniquement sur la base du changement de cadre juridique/de jurisprudence précité, et il dispose également d'un système correspondant de *controlling* des résultats. L'office AI 27 est le seul office AI à ne connaître aucune mesure destinée à la réadaptation professionnelle puisque la loi ne prévoit pas de fournir ce type de prestations à l'étranger. Partant, le recul du pourcentage de nouvelles rentes enregistré par l'office AI 27 s'explique ainsi uniquement et exclusivement par ce changement d'ordre juridique ainsi que par l'introduction de conditions juridiques plus strictes et plus restrictives. Grâce à ce «paramètre de référence», on peut partir du principe qu'un recul du pourcentage de nouvelles rentes dont le niveau est supérieur à ce paramètre de référence est exclusivement dû aux efforts et mesures propres à l'intégration professionnelle.

- Il n'est pas possible de faire appel à l'évolution de l'effectif des rentes qui pourrait tenir lieu d'indicateur. Cette impossibilité s'explique par le fait que ce qui constitue de loin la plus grande part de la baisse de l'effectif des rentes découle du fait que les assurés concernés sont passés à l'âge de l'AVS. La deuxième cause du pourcentage le plus important des suppressions de rente réside dans les cas de décès. Les changements de l'effectif des rentes provenant de révisions des rentes ainsi que d'une intégration professionnelle couronnée de succès ne jouent qu'un rôle extrêmement marginal, respectivement un rôle pratiquement neutre dans les chiffres concrets. C'est ce que montrent les statistiques sur l'activité de révision des rentes disponibles depuis 2008 (auparavant, on ne disposait d'aucune donnée statistique sur le sujet). Les données calculées par l'OFAS montrent, par le biais des indicateurs de résultats, (mesure des résultats effectuée par l'OFAS) que les résultats provenant de la procédure de révision des rentes évoluent à un niveau si bas qu'il faut définitivement les considérer comme négligeables. En ce qui concerne les augmentations de rentes provenant de la procédure de révision, ces dernières sont incluses dans les chiffres de l'évolution des nouvelles rentes.

Dès lors, si l'on utilisait dans le *business case* l'évolution de l'effectif des rentes en tant qu'indicateur, on ferait ainsi état de succès extrêmement importants (puisque l'effectif des rentes a connu une baisse massive depuis 2003) qui ne sont toutefois pas dus à une extension des prestations, mais au contraire à une cause «naturelle» (passage à l'âge de l'AVS, respectivement décès prématuré pendant la phase où l'assuré perçoit la rente AI).

- Les économies réalisées sur les rentes doivent être capitalisées sur la base de la durée de rente moyenne et du montant des paiements de rentes annuels. Au vu de la grande quantité de données, dans le cas qui nous occupe, c'est la «loi des grands nombres» ou loi statistique des probabilités (principe découvert par le mathématicien suisse Bernoulli) qui s'applique.
- Les rentes pour enfants correspondantes sont également liées aux octrois de rentes AI. Par conséquent, les rentes pour enfants doivent aussi être prises en compte dans le *business case*. Les rentes pour enfants doivent également être capitalisées sur la base de la durée de la rente et du montant moyen des paiements de rentes.
- En regard des économies citées dans le *business case*, les coûts supplémentaires et les dépenses doivent être mentionnées. Dans la logique de cette approche, il s'agit à proprement parler de «coûts d'investissement» qui, du côté des charges, devraient donner lieu à une baisse des paiements de rentes. Font partie de ces coûts les types de coûts suivants:
 - a) tous les types de coûts ayant trait aux mesures de réadaptation professionnelle (coûts de prestations)
 - b) les coûts d'indemnités journalières (coûts de prestations)
 - c) les coûts relatifs aux mesures d'instruction/de clarification (ils contiennent les coûts relatifs aux expertises médicales, les éventuelles prestations de conseil professionnel fournies à l'externe, etc.)
 - d) les coûts résultant des mesures d'augmentation du personnel réalisées dans les offices AI. Pour ce faire, il est nécessaire de calculer non seulement les coûts salariaux purs, mais aussi l'augmentation des coûts associée à l'expansion nécessaire de l'infrastructure. Pour

garantir que le total des coûts soit comptabilisé de manière attestée dans les tableaux, on fait appel aux coûts provenant du compte de frais administratifs respectif des différents offices AI.

- Les chiffres/données concrets se trouvent dans les publications et statistiques officielles de l'OFAS (statistique sur la sécurité sociale, statistique de l'AI, partie tabellaire).
- Dans les calculs du *business case*, il y a lieu de tenir compte de la croissance démographique de la population active (personnes à partir de 18 ans révolus jusqu'à 64/65 ans) enregistrée depuis 2003 – et ce, tant en ce qui concerne l'évolution des charges que l'évolution des économies potentielles à réaliser. Avec l'approche linéaire qui a été adoptée à partir de 2004, les bases et les chiffres comparatifs respectifs des différentes années changent en conséquence. La prise en compte annuelle des chiffres du *business case* suit ainsi l'évolution dynamique de la croissance démographique. Ce faisant, on présume que la quote-part des enfants dans la population globale demeure constante.
- Dans le *business case*, outre les chiffres de l'AI, on calcule également les économies réalisées sur les paiements de rentes provenant de la prévoyance professionnelle (2^e pilier). Tout en étant conscients que ces économies de coûts réalisées dans la LPP ne font pas partie du cadre financier de l'AI à proprement parler, il y a lieu de mettre en évidence cette évolution qui se déroule en parallèle. Dans le cadre des discussions sur l'avenir des rentes de vieillesse, sur les degrés de couverture nécessaires et sur les réserves requises des caisses de pensions, cette approche revêt une grande pertinence. En effet, chaque nouvelle rente accordée au sein de l'AI entraîne des dépenses directes pour les caisses de pensions.

2.3. Réflexions complémentaires sans calculs financiers (hors du champ de l'enquête)

Dans ce mode d'approche financière, nous avons mis entre parenthèses tant les facteurs exogènes que les facteurs endogènes liés à des inconnues importantes, à une structure volatile ou encore à des faits et données qui ne sont guère attestables ou prouvables et ne sont guère corroborés. En faisant abstraction de ces facteurs, on s'assure du fait que le *business case* est – et reste – clairement basé sur des faits. Toutefois, certains thèmes qui subsistent méritent d'être mentionnés dans la présente étude – d'une part, parce que cela montre que nous avons pensé à d'autres thèmes et, d'autre part, parce qu'ainsi, la «vue d'ensemble» du *business case* bénéficiera d'un soutien encore plus large.

- Transfert de coûts sur d'autres institutions d'aide sociale: l'étude du 06.09.2017 sur l'évolution des coûts dans l'aide sociale donnée en mandat par le Conseil fédéral montre que les principales raisons qui sont à l'origine de l'augmentation du nombre des bénéficiaires de l'aide sociale et de la hausse des coûts y afférente ne sont pas imputables aux révisions de la LAI. En revanche, une réduction de l'effectif des rentes de l'AI, respectivement une réduction du nombre d'octrois de nouvelles rentes, a une incidence directe sur les coûts des prestations complémentaires (PC). Une part non négligeable de l'ensemble des bénéficiaires de rentes AI touchent des prestations complémentaires. Une réduction du nombre d'octrois de nouvelles rentes AI et, partant, indirectement une réduction de l'effectif des rentes, permet de décharger les PC en conséquence.
- On peut parfaitement répondre à la problématique «Qu'est-ce ce qui est considéré comme une intégration professionnelle réussie?» à partir de plusieurs points de vue différents. Du point de vue du droit de l'AI, l'art. 8a de la LAI répond indirectement à cette question: "Les mesures doivent être propres à rétablir, maintenir ou améliorer la capacité de travailler ou d'être actif dans le domaine d'activité...". Si l'état de santé d'une personne assurée lui permet d'exercer une activité lucrative identique ou adaptée sur le marché du travail, l'assuré n'a plus droit à une rente AI. Fait exception à ce qui précède, bien entendu, une activité lucrative à temps partiel qui peut entraîner l'octroi d'une rente AI partielle. De par la loi, les personnes dont l'état de santé permet une activité lucrative, mais qui restent sans emploi, sont réputées chômeuses. La compétence

correspondante change et passe ainsi à l'assurance-chômage (AC) en raison de la séparation légale qui existe entre l'AI et l'AC.

De surcroît, la question posée d'emblée dans l'alinéa précédent induit en erreur. Il faudrait la formuler correctement comme suit: «Quelles seraient les conséquences si aucune mesure destinée à l'intégration professionnelle n'était dispensée?». Dans ce cas, la réponse à cette question est certainement la suivante: soit cela entraînerait l'octroi d'une nouvelle rente AI (y compris une rente d'invalidité provenant du 2^e pilier et l'éventuelle perception de prestations complémentaires), soit cela aurait pour effet que l'assuré percevrait alors une aide sociale.

- L'environnement économique a connu de nombreuses mutations depuis 2003. Ces changements à la fois complexes et multidimensionnels ont eu des effets tout à fait différents sur les branches de la sécurité sociale suisse. Nous disposons déjà de multiples études et rapports, notamment sur des thèmes comme la croissance économique, l'immigration, la crise financière, l'abolition du taux plancher du franc suisse par rapport à l'euro, l'évolution du taux de chômage, etc. À partir des données de cet environnement économique, on ne saurait tirer aucune conclusion concrète, et surtout aucune conclusion prouvable et attestable qui aurait des effets sur les calculs du présent *business case*.
- Une intégration couronnée de succès dans le monde professionnel est aussi considérée comme une intégration réussie au sein de notre société. L'intégration n'est pas seulement synonyme de revenu d'une activité lucrative et de structures journalières bien ordonnées. Avoir un travail signifie bénéficier d'une acceptation sociale, participer à la société et transmettre un sentiment personnel de sa propre valeur. Cela a des répercussions positives à long terme sur l'ensemble du système économique et social suisse.

3. Modalités concrètes des dépenses et des économies à calculer

3.1. Objectifs politiques et mandat prescrit par la loi

À partir de l'année 1990, en raison de la hausse des dépenses annuelles, l'assurance-invalidité s'est endettée. Au cours des années suivantes, le déficit a empiré et a parfois massivement augmenté. Au vu de cette situation, le législateur a pris des mesures. Les objectifs stratégiques définis par le Parlement consistaient, d'une part, à parvenir à des comptes équilibrés et, d'autre part, à garantir le désendettement de l'AI à plus long terme. La 4^e, la 5^e et la 6^e révision de la LAI, qui sont entrées en vigueur respectivement au 01.01.2004, au 01.01.2008 et au 01.01.2012, découlent de la poursuite de ces objectifs stratégiques. Ces révisions étaient notamment caractérisées par le fait que les dépenses annuelles devaient être réduites en conséquence en recourant à des dépenses et investissements supplémentaires. Dès lors, l'objectif du rétablissement financier de l'assurance-invalidité n'est pas poursuivi en faisant appel à un «pur paquet de mesures d'économies». Toutefois, les investissements supplémentaires devraient être de nature à réduire le déficit en conséquence et à garantir le désendettement de l'AI à long terme. Plus concrètement: pour atteindre l'objectif du désendettement, il faut que les économies réalisées soient plus élevées que les nouveaux investissements supplémentaires.

3.2. Dépenses

L'extension des prestations, des mesures et des ressources en personnel mis en œuvre dans le cadre de la 4^e, de la 5^e et de la 6^e révision de la LAI ont donné naissance à des dépenses supplémentaires dans ces domaines. Ces dépenses supplémentaires sont contenues dans les types de coûts suivants:

- indemnités journalières
- mesures d'intervention précoce
- mesures de réinsertion
- mesures d'ordre professionnel
- mesures d'instruction
- coûts administratifs des offices AI

Si l'on compare les dépenses relatives aux types de coûts susmentionnés de l'année 2003 avec celles des années suivantes, on constate que l'augmentation correspondante des dépenses est une conséquence directe, intentionnelle et voulue des révisions de la LAI qui ont été adoptées depuis 2004. Partant, une baisse des coûts correspondante dans les paiements de rentes (il s'agit du poste de dépenses de loin le plus important dans le compte de l'AI) doit suivre ces investissements.

3.3. Economies

Pour les trois révisions de la LAI précitées, les économies financières à réaliser se focalisaient, dans leur intégralité, sur la baisse des coûts des rentes. Les dépenses mentionnées au Chapitre 3.2. doivent donc être appropriées afin d'être en mesure de réduire de manière substantielle les coûts des rentes pour atteindre les objectifs stratégiques de l'assurance-invalidité. Comme mentionné sous le point 2.2., il faut donc se baser sur le nombre de rentes nouvellement accordées.

Si l'on compare le nombre des nouvelles rentes accordées de l'année 2003 avec celles des années suivantes, on constate que le recul correspondant est une conséquence directe et politiquement voulue des révisions de la LAI.

3.4. Baisse du nombre d'octrois de nouvelles rentes due à des exigences légales plus élevées

Le recul du nombre d'octrois de nouvelles rentes ne s'explique pas seulement par le renforcement du travail de réadaptation et par les succès accrus enregistrés dans ce domaine. Avec les révisions de la LAI précitées, les conditions d'octroi ont été durcies, rendant ainsi plus difficile l'accès à une rente. De ce fait, la question décisive est de mesurer l'ampleur du recul des nouvelles rentes dû à toutes les mesures relevant de la réadaptation professionnelle, respectivement de mesurer l'ampleur du recul des nouvelles rentes dû aux exigences légales plus élevées applicables pour l'octroi d'une rente AI.

Or une caractéristique tout à fait particulière propre à l'organisation de la mise en œuvre/des offices AI permet de répondre de manière concluante à cette question. En effet, lors de l'exécution du mandat de l'AI imparti par la loi, la totalité des offices AI cantonaux se chargent, d'une part, de mettre en œuvre le mandat «La réadaptation prime la rente» et, d'autre part, de contrôler le respect des exigences légales plus élevées s'appliquant à l'octroi d'une rente AI. À la différence de tous les autres offices AI, l'office AI pour les assurés résidant à l'étranger (office AI 27) est le seul office AI à ne pas connaître de mesures de réadaptation professionnelle. Dès lors, un recul du nombre d'octrois de nouvelles rentes enregistré au sein de l'office AI 27 s'explique exclusivement par l'introduction d'exigences légales plus élevées applicables à une rente AI. Partant, le chiffre correspondant au recul du nombre de nouvelles rentes au sein de l'office AI 27 est un chiffre qui convient au mieux pour servir ici de «valeur de référence». Ainsi, lorsqu'on constate un recul plus important du nombre de nouvelles rentes enregistré dans les offices AI cantonaux par comparaison avec la baisse du nombre de nouvelles rentes enregistrée au sein de l'office AI 27, nous pouvons être certains que cet écart est dû à la présence (dans tous les offices AI autres que l'office AI 27) ou à l'absence (dans l'office

AI 27) des mesures de réadaptation professionnelle.

Pour obtenir la valeur de référence correcte, il faut tenir compte du ratio entre le nombre de demandes AI et le nombre d'octrois de rentes, respectivement de l'évolution de ces valeurs. L'analyse concrète des valeurs de l'office AI 27 (voir Annexe I) montre qu'à partir de la 4^e révision de la LAI jusqu'à la 5^e révision de la LAI, le recul du nombre de nouvelles rentes varie entre 5,6 % et 15,0 % par année. À partir de la 5^e révision de la LAI, ce recul oscille entre 24,9 % et 33,3 % par an. Pour les années 2004 à 2007, la valeur moyenne se situe à 10,5 %, et à 26,3 % pour les années 2008 à 2016. Pour le calcul du *business case*, on prend pour base une valeur «worst case» de 15 % pour le recul du nombre de nouvelles rentes (2004 - 2007); et à partir de 2008, on prend pour base une valeur «worst case» de 30 % pour le recul du nombre de nouvelles rentes. Si le recul du nombre de nouvelles rentes enregistré dans les offices AI cantonaux est de plus de 15 % pendant les années 2004 – 2007, et s'il se situe à plus de 30 % pendant les années 2008 - 2016, cette situation s'explique exclusivement par le succès du travail déployé par les offices AI en lien avec la réadaptation professionnelle et par les mesures correspondantes.

3.5. Valeurs pour l'année de base 2003 compte tenu de la croissance démographique

Il y a lieu d'établir une comparaison entre les chiffres des années subséquentes et les valeurs de l'année de base 2003 en tenant compte des effets de la croissance démographique et de la dynamique correspondante. L'OFAS dispose des statistiques y afférentes qui sont enregistrées chaque année depuis 2008, et qui n'étaient auparavant recensées que tous les trois ans. Il faut donc adapter chaque fois au «facteur dynamique de la croissance démographique» les valeurs de l'année de base 2003 pour les années subséquentes afin de pouvoir établir ensuite une comparaison avec les valeurs effectivement réalisées.

Toutes les valeurs de l'année de base ne sont pas soumises à la dynamique de la croissance démographique précitée. Les coûts annuels moyens d'une rente AI ainsi que ceux d'une rente pour enfant correspondent aux coûts effectifs selon la statistique annuelle de l'OFAS (Annexe II).

4. Données utilisées pour les valeurs de base et pour les valeurs de développement

4.1. Principe

Le présent *business case* est basé sur les données officielles publiées par l'OFAS; il s'agit donc de données fiables. Dès lors, la présente étude est conforme aux exigences posées à la qualité des données pour que les calculs effectués soient considérés comme pertinents. Les valeurs sont saisies dans les statistiques de l'AI. Il s'agit de valeurs publiées et – à de rares exceptions près – il s'agit de valeurs lisibles directement (sans devoir procéder à un calcul de conversion). La durée moyenne concrète d'une rente AI/d'une rente pour enfant n'est pas directement attestée par l'OFAS. Mais grâce à d'autres données statistiques, on peut obtenir par calcul la durée de la rente avec une très grande précision (voir à ce sujet les Chapitres 4.13. et 4.14.).

Les données de l'AI publiées par l'OFAS dans la partie tabellaire de la statistique de l'AI présentent, outre les chiffres de l'année actuelle, également les valeurs des trois années précédentes. Cela facilite la comparaison, et cela simplifie le mode de procédure.

Les valeurs relatives à l'année de base se fondent sur la statistique de l'AI établie par l'OFAS, partie tabellaire, provenant de l'année 2006. Utiliser la partie tabellaire provenant de l'année 2006 permet, d'une part, de documenter toutes les données de l'année 2003 et, d'autre part, de garantir aussi bien la cohérence des données que le type de présentation de toutes les parties tabellaires de la statistique de l'AI jusqu'à l'année 2016 (durée du *business case*).

Les valeurs relatives aux années subséquentes de développement se fondent sur la statistique de l'AI établie par l'OFAS, partie tabellaire, provenant des années 2007 (pour les années 2004 – 2006), 2010 (pour les années 2007 – 2010), 2013 (pour les années 2011 – 2013) et 2016 (pour les années 2014 – 2016).

Les détails de toutes les parties tabellaires tirées de la statistique de l'AI sont documentés dans les annexes:

- Annexe III: Valeurs de base provenant de l'année 2003
- Annexe IV: Valeurs de développement des comptes d'exploitation de l'AI de 2004 à 2016
- Annexe V: Valeurs de développement des octrois de nouvelles rentes AI de 2004 à 2016
- Annexe VI: Valeurs de développement des rentes pour enfants de 2004 à 2016
- Annexe VII: Statistique des rentes LPP provenant de l'année 2014

4.2. Nombre de nouvelles rentes pondérées

La valeur relative au calcul du nombre de nouvelles rentes «pondérées» est obtenue à partir des rentes partielles individuelles (à savoir: rentes complètes, trois quarts de rentes, demi-rentes ou quarts de rentes) rapportées à une rente complète.

4.3. Nombre de rentes pour enfants

La valeur relative au calcul du nombre de rentes pour enfants est obtenue à partir des rentes complémentaires pour «enfants du père/de la mère».

4.4. Coûts relatifs aux indemnités journalières

Cette valeur correspond aux coûts respectifs effectivement et concrètement attestés dans le compte d'exploitation de l'AI des années correspondantes.

4.5. Coûts relatifs aux mesures d'intervention précoce

Cette valeur correspond aux coûts respectifs effectivement et concrètement attestés dans le compte d'exploitation de l'AI des années correspondantes. Pour l'année de base 2003, on ne dispose d'aucune donnée sur les coûts puisque ce type de prestations n'a été introduit qu'avec la 5^e révision de la LAI en 2008.

4.6. Coûts relatifs aux mesures de réinsertion

Cette valeur correspond aux coûts respectifs effectivement et concrètement attestés dans le compte d'exploitation de l'AI des années correspondantes. Pour l'année de base 2003, on ne dispose d'aucune donnée sur les coûts puisque ce type de prestations n'a été introduit qu'avec la 5^e révision de la LAI en 2008.

4.7. Coûts relatifs aux mesures d'ordre professionnel

Cette valeur correspond aux coûts respectifs effectivement et concrètement attestés dans le compte d'exploitation de l'AI des années correspondantes.

4.8. Coûts relatifs aux mesures d'instruction

Cette valeur correspond aux coûts respectifs effectivement et concrètement attestés dans le compte d'exploitation de l'AI des années correspondantes. Ces valeurs incluent les coûts relatifs aux clarifications médicales (p. ex. expertises médicales) et les coûts relatifs aux clarifications professionnelles (p. ex. conseil professionnel externe).

4.9. Coûts des offices AI

Cette valeur correspond aux coûts respectifs effectivement et concrètement attestés dans le compte d'exploitation de l'AI des années correspondantes. Les valeurs attestées incluent les coûts globaux des offices AI – à savoir: les charges de personnel, les charges d'exploitation, y compris l'informatique, les charges de locaux ainsi que les charges de prestations de tiers après déduction des éventuels revenus de l'administration.

4.10. Coûts moyens d'une rente AI annuelle

Pour calculer la valeur relative au calcul des coûts moyens d'une rente AI annuelle, il faut diviser les paiements de rentes statistiquement attestés par le nombre des bénéficiaires de rentes AI.

4.11. Coûts moyens d'une rente pour enfants annuelle

Pour calculer la valeur relative au calcul des coûts moyens d'une rente pour enfant annuelle, il faut diviser les paiements de rentes pour enfants statistiquement attestés par le nombre de bénéficiaires de rentes pour enfants.

4.12. Statistiques de la population active

Ce chiffre (nombre de personnes à partir de 18 ans révolus jusqu'à 64/65 ans) est fondé sur les données de base du 05.04. 2017 fournies par l'OFAS. À partir de l'année 2008, la population active est enregistrée statistiquement chaque année; avant l'année 2008, elle n'était enregistrée que tous les trois ans.

4.13. Durée moyenne d'une rente AI

À ce jour, l'OFAS n'a pas publié de statistiques concrètes sur la question de la durée de la rente. Or pour pouvoir capitaliser une rente, il est nécessaire de disposer des deux valeurs suivantes: 1) «montant de la rente» et 2) «durée de la rente». Pour sa part, le montant de la rente est attesté statistiquement chaque année (voir Chapitre 4.10.). En revanche, le calcul de la durée de la rente nécessite de recourir à deux types de méthodes de calcul entièrement indépendantes. En appliquant ces deux méthodes, on garantit que la durée de la rente ainsi obtenue par calcul atteint un niveau élevé de fiabilité. Ces deux méthodes donnent toutes deux une durée d'échéance moyenne de 21 ans pour une rente AI, étant précisé que parce que les données ont été recensées à l'échelle de toute la Suisse, la méthode 1 devrait sûrement être un peu plus précise. Les explications ci-après sur la manière dont on a obtenu par calcul la durée de rente moyenne montrent que la logique de calcul est fondée, et que la valeur obtenue par calcul correspond à la réalité (même si, jusqu'à présent, l'OFAS n'a pas publié de statistiques officielles à ce sujet). Il se peut qu'il existe des écarts certes très faibles, mais qui pourraient, le cas échéant, avoir aussi bien des effets négatifs que des effets positifs sur la durée de la rente obtenue par calcul.

Méthode 1: Pour ce qui est du pourcentage des nouvelles rentes, les rapports annuels «Statistique

de l'AI» publiés par l'OFAS montrent chaque fois, à partir de 2011, comment les octrois de nouvelles rentes sont triés et répartis par catégorie d'âge (ces catégories d'âge sont recensées tous les 5 ans, voir Annexe VIII). Si l'on procède à un calcul par extrapolation sur la base de ces indications pendant toutes ces années (pour la période 2011 – 2016), on obtient une durée d'échéance moyenne de la rente d'env. 21 ans jusqu'à l'atteinte de l'âge ordinaire de la retraite AVS. On peut clairement répondre par l'affirmative à la question de savoir si le calcul est correct jusqu'au passage à l'âge de la retraite AVS. Selon la statistique, la raison principale de l'expiration avant terme d'une rente AI réside dans le décès de rentiers/rentières AI. Ce risque de décès est contenu dans le taux d'actualisation (selon le Chapitre 4.15.). La deuxième raison principale qui est à l'origine d'une suppression avant terme d'une rente AI résulte d'une procédure de révision de la rente. Depuis l'année 2004, le bilan net découlant des augmentations/baisses de rentes consécutives à une procédure de révision de la rente s'élève pratiquement à zéro. En outre, les augmentations de rentes pour les nouvelles rentes attestées chaque année sont aussi incluses dans le calcul, ce qui entraîne par conséquent des valeurs plus élevées pour les nouvelles rentes, et ce qui a pour effet, en lien avec ce qui précède, que les coûts de paiements de rentes sont aussi inclus dans le calcul par extrapolation du *business case*. De cette façon, on tient compte des deux raisons principales qui expliquent la suppression de rentes avant terme (à savoir: cas de décès et/ou révisions de rentes). Toutes les autres raisons pouvant expliquer des suppressions de rentes avant terme sont négligeables. Par conséquent, il est possible de calculer de manière incontestable la durée de la rente jusqu'au passage à l'âge de la retraite AVS.

Méthode 2: Sur la base d'un *business case* portant sur la réadaptation, l'office AI de Zurich a lui aussi obtenu par calcul une durée de rente moyenne de 21 ans (voir Annexe VIII). Les explications suivantes permettent de commenter le tableau et de comprendre comment a été calculée cette durée de 21 ans. Selon ce tableau (voir en page 45 ci-après), la valeur moyenne obtenue par calcul de la rente capitalisée s'élève à CHF 421'637.--. Si l'on divise cette valeur par la rente mensuelle attestée de CHF 1'634.—, on obtient une durée totale de 258 mois. Cela correspond à 21,5 ans.

La durée de rente concrètement utilisée en tenant compte du taux d'actualisation et du taux de mortalité nécessaires (voir Chapitre 4.15.) s'élève à 14,9 ans pour le *business case* (voir Annexe X).

4.14. Durée moyenne d'une rente pour enfants

Il n'existe aucune donnée fiable pour le calcul de la durée moyenne d'une rente pour enfant (ni du côté de l'OFAS, ni du côté des offices AI). Toutefois, le nombre élevé des rentes pour enfants autorise un mode de calcul très simple: celui de la « loi des grands nombres ». Cette procédure mathématique corrige de légères fluctuations qui sont contenues dans les années individuelles, y compris dans l'année de base. Le calcul se fonde sur la base légale selon laquelle il existe un droit à la rente pour les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans révolus, respectivement jusqu'à 25 ans révolus pour les enfants qui suivent une formation. Dans le cas maximum, une rente pour enfants dure ainsi 18 ans, respectivement 25 ans; et dans le cas minimum un mois. En moyenne, on obtient ainsi une durée de rente de 9 ans, respectivement de 12,5 ans, puisqu'environ 80 % de tous les enfants âgés de 18 ans vivant en Suisse ont achevé une première formation, et que les 20 % restants ne l'auront achevée qu'à l'âge de 25 ans, il en résulte une durée moyenne de 9,5 ans pour la rente pour enfant. Cette répartition selon le principe (80/20) est calculée de manière très conservatrice (voir le rapport « L'éducation en Suisse 2014 »).

La durée de rente concrètement utilisée en tenant compte du taux d'actualisation et du taux de mortalité nécessaires (voir Chapitre 4.15.) s'élève à 8,1 ans pour le *business case* (voir Annexe XI).

4.15. Capitalisation des rentes AI et des rentes pour enfants

Si les rentes qui doivent être payées pendant les années subséquentes sont capitalisées dès le début, il est alors nécessaire de leur appliquer un taux de capitalisation correspondant. Des mécanismes de capitalisation de ce genre sont standardisés et largement utilisés dans divers domaines

du droit (voir Annexe IX). En Suisse, les compagnies d'assurance procèdent également à de tels calculs en observant des principes uniformes. Dans le système des assurances sociales, tout comme chez les assureurs privés, le recours au «capitalisateur» disponible dans le programme informatique de capitalisation des rentes «Leonardo» est le système officiel de capitalisation des rentes valable pour toute la Suisse, et il est également reconnu par le Tribunal fédéral. D'une part, dans ce programme, les taux de mortalité sont inclus dans les calculs; d'autre part, ce programme inclut également un taux d'intérêts de 3,5% aux fins d'actualisation. Bien que ce taux semble actuellement très élevé, il continue d'être soutenu par le Tribunal fédéral (ATF 4A_543 et ATF 545/2015 du 14.03.2016 / ATF 4A_122/2016 du 04.07.2016). Dès lors, pour le calcul d'un *business case*, peu importe que le taux d'actualisation s'applique à la durée de la rente ou au montant de la rente – le résultat final est toujours le même. C'est pourquoi le taux d'actualisation s'applique à la durée de la rente dans la totalité des calculs et des cellules de données (voir aussi Chapitre 4.13. ainsi que Chapitre 4.14., dernier alinéa).

4.16. Coûts moyens d'une rente d'invalidité résultant de la prévoyance professionnelle (LPP)

À partir des chiffres de la LPP, une valeur d'estimation (conservatrice) de CHF 15'000.— par année pour une rente d'invalidité moyenne a été adoptée. Selon la statistique sur les rentes LPP, ce montant se situe à un niveau environ 6 % inférieur aux valeurs effectivement attestées en 2013 et en 2014.

5. Résultats du *business case* par année

5.1. Année de base 2003

Basisdaten 2003 inkl. Datenquellen			
Datenarten	Basiswerte (Jahr 2003)	Grössenordnung der Basiswerte	Datenquelle
Anzahl erwerbsfähige Bevölkerung (18 bis AHV-Alter)	4'549'968	Personen	BSV, Roland Bohren aus Wirkungsindikatoren
Anzahl gewichtete Neurenten	22'109.25	gewichtete Renten	IV-Statistik 2006 BSV, Tabellenteil, Seite 88
Anzahl Kinderrenten	102'338	einfache Renten	IV-Statistik 2006 BSV, Tabellenteil, Seite 28
Kosten für Taggelder	319.4	in Mio. CHF	IV-Statistik 2006 BSV, Tabellenteil, Seite 2
Kosten für Frühinterventions-Massnahmen	0.0	in Mio. CHF	IV-Statistik 2006 BSV, Tabellenteil, Seite 2
Kosten für Integrations-Massnahmen	0.0	in Mio. CHF	IV-Statistik 2006 BSV, Tabellenteil, Seite 2
Kosten für Massnahmen beruflicher Art	335.5	in Mio. CHF	IV-Statistik 2006 BSV, Tabellenteil, Seite 2
Kosten für Abklärungsmassnahmen	47.6	in Mio. CHF	IV-Statistik 2006 BSV, Tabellenteil, Seite 2
Kosten der IV-Stellen	200.5	in Mio. CHF	IV-Statistik 2006 BSV, Tabellenteil, Seite 2
Durchschnittliche Kosten einer jährlichen IV-Rente	15'828	in CHF	IV-Statistik 2006 BSV, Tabellenteil, Seiten 28+29
Durchschnittliche IV-Rentendauer	21.0	in Jahren	Berechnungsmethoden gemäss 4.13., siehe Seite 13.
Durchschnittliche IV-Rentendauer abdiskontiert inkl. Mortalitätsrate	14.9	in Jahren	Leonardo, offizielles Rentenkaptalisierungsprogramm
Durchschnittliche Kosten einer jährlichen Kinderrente	5'851	in CHF	IV-Statistik 2006 BSV, Tabellenteil, Seiten 28+29
Durchschnittliche Kinderrentendauer	9.5	in Jahren	Annahme aufgrund "Gesetz der Grossen Zahl"
Durchschnittliche Kinderrentendauer abdiskontiert inkl. Mortalitätsrate	8.1	in Jahren	Leonardo, offizielles Rentenkaptalisierungsprogramm

5.2. Business case 2004 par rap. à l'année de base 2003

Business Case-Berechnung für das Jahr 2004			
Konkrete Finanzwerte	2004 in CHF (Kosten- Hochrechnung)	2004 in CHF Kosten effektiv	Einsparungen / Mehrkosten CHF Resultat Business Case 2004
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Neurenten			208'800'288
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Kinderrenten			15'890'239
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus BVG-Neurenten			197'939'981
Kosten / Mehrkosten für Taggelder	319'400'000	352'100'000	32'700'000
Kosten / Mehrkosten für Frühinterventions-Massnahmen	0	0	0
Kosten / Mehrkosten für Integrations-Massnahmen	0	0	0
Kosten / Mehrkosten für Massnahmen beruflicher Art	335'500'000	351'100'000	15'600'000
Kosten / Mehrkosten für Abklärungsmassnahmen	47'600'000	150'400'000	102'800'000
Kosten / Mehrkosten der IV-Stellen	200'500'000	225'200'000	24'700'000
Business Case 2004 IV + BVG			<u>598'430'509</u>
Business Case 2004 nur IV			<u>400'490'527</u>
Datenarten	2004 (Hochrechnung)	2004 effektiv	Differenz / Resultat
IV-Rente			
Anzahl gewichtete Neurenten	22'109.25		
Korrektur Hochrechnung worst case um 15% gemäss Berechnungen IVS 27	3'316.39		
Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"	18'792.86	19'678.50	885.64
Durchschnittliche jährliche IV-Rente in CHF	15'823	15'823	
Durchschnittliche Dauer IV-Renten (abdiskontiert inkl. Mortalität)	14.9	14.9	
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Neurenten in CHF	4'430'656'004	4'639'456'292	208'800'288
Kinderrente			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			885.64
Veränderung Anzahl Kinderrenten gemäss Faktor von 37,8%			334.77
Durchschnittliche jährliche Kinderrente in CHF			5'860
Durchschnittliche Dauer Kinderrente (abdiskontiert inkl. Mortalität)			8.10
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Kinderrenten in CHF			15'890'239
BVG-Rente infolge Invaldität			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			885.64
Durchschnittliche jährlich BVG-Invalidenrente in CHF			15'000
Durchschnittliche Dauer der BVG-Rente aus Invaldität (analog IV-Renten)			14.90
Kapitalisierten Kosten der BVG-Rentenleistungen aus Neurenten in Mio.CHF			197'939'981

Les calculs par extrapolation effectués correspondent aux valeurs/données provenant de l'année 2003 (= année de base), corrigées du pourcentage de la croissance démographique correspondante (voir Annexe II). De cette façon, on reflète correctement la comparaison entre les valeurs effectivement réalisées consécutives à la mise en œuvre des révisions de la LAI avec la manière dont ces valeurs auraient évolué si ces révisions n'avaient pas été introduites.

5.3. Business case 2005 par rap. à l'année de base 2003

Business Case-Berechnung für das Jahr 2005			
Konkrete Finanzwerte	2005 in CHF (Kosten- Hochrechnung)	2005 in CHF Kosten effektiv	Einsparungen / Mehrkosten CHF Resultat Business Case 2005
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Neurenten			-562'619'190
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Kinderrenten			-42'823'719
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus BVG-Neurenten			-522'912'686
Kosten / Mehrkosten für Taggelder	331'280'781	360'500'000	29'219'219
Kosten / Mehrkosten für Frühinterventions-Massnahmen	0	0	0
Kosten / Mehrkosten für Integrations-Massnahmen	0	0	0
Kosten / Mehrkosten für Massnahmen beruflicher Art	347'979'655	368'500'000	20'520'345
Kosten / Mehrkosten für Abklärungs-massnahmen	49'370'586	116'700'000	67'329'414
Kosten / Mehrkosten der IV-Stellen	207'958'036	217'600'000	9'641'964
Business Case 2005 IV + BVG			-1'001'644'653
Business Case 2005 nur IV			-478'731'966
Datenarten	2005 (Hochrechnung)	2005 effektiv	Differenz / Resultat
IV-Rente			
Anzahl gewichtete Neurenten	22'931.65		
Korrektur Hochrechnung worst case um 15% gemäss Berechnungen IVS 27	3'439.75		
Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"	19'491.90	17'152.25	-2'339.65
Durchschnittliche jährliche IV-Rente in CHF	16'139	16'139	
Durchschnittliche Dauer IV-Renten (abdiskontiert inkl. Mortalität)	14.9	14.9	
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Neurenten in CHF	4'687'239'615	4'124'620'425	-562'619'190
Kinderrente			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-2'339.65
Veränderung Anzahl Kinderrenten gemäss Faktor von 37,8%			-884.39
Durchschnittliche jährliche Kinderrente in CHF			5'978
Durchschnittliche Dauer Kinderrente (abdiskontiert inkl. Mortalität)			8.10
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Kinderrenten in CHF			-42'823'719
BVG-Rente infolge Invalidität			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-2'339.65
Durchschnittliche jährlich BVG-Invalidenrente in CHF			15'000
Durchschnittliche Dauer der BVG-Rente aus Invalidität (analog IV-Renten)			14.90
Kapitalisierten Kosten der BVG-Rentenleistungen aus Neurenten in Mio.CHF			-522'912'686

Les calculs par extrapolation effectués correspondent aux valeurs/données provenant de l'année 2003 (= année de base), corrigées du pourcentage de la croissance démographique correspondante (voir Annexe II). De cette façon, on reflète correctement la comparaison entre les valeurs effectivement réalisées consécutives à la mise en œuvre des révisions de la LAI avec la manière dont ces valeurs auraient évolué si ces révisions n'avaient pas été introduites.

5.4. Business case 2006 par rap. à l'année de base 2003

Business Case-Berechnung für das Jahr 2006			
Konkrete Finanzwerte	2006 in CHF (Kosten- Hochrechnung)	2006 in CHF Kosten effektiv	Einsparungen / Mehrkosten CHF Resultat Business Case 2006
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Neurenten			-1'714'817'239
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Kinderrenten			-130'846'204
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus BVG-Neurenten			-1'599'344'561
Kosten / Mehrkosten für Taggelder	331'280'781	354'300'000	23'019'219
Kosten / Mehrkosten für Frühinterventions-Massnahmen	0	0	0
Kosten / Mehrkosten für Integrations-Massnahmen	0	0	0
Kosten / Mehrkosten für Massnahmen beruflicher Art	347'979'655	372'100'000	24'120'345
Kosten / Mehrkosten für Abklärungsmassnahmen	49'370'586	123'600'000	74'229'414
Kosten / Mehrkosten der IV-Stellen	207'958'036	229'900'000	21'941'964
Business Case 2006 IV + BVG			-3'301'697'062
Business Case 2006 nur IV			-1'702'352'500
Datenarten	2006 (Hochrechnung)	2006 effektiv	Differenz / Resultat
IV-Rente			
Anzahl gewichtete Neurenten	22'931.65		
Korrektur Hochrechnung worst case um 15% gemäss Berechnungen IVS 27	3'439.75		
Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"	19'491.90	12'336.00	-7'155.90
Durchschnittliche jährliche IV-Rente in CHF	16'083	16'083	
Durchschnittliche Dauer IV-Renten (abdiskontiert inkl. Mortalität)	14.9	14.9	
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Neurenten in CHF	4'670'975'570	2'956'158'331	-1'714'817'239
Kinderrente			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-7'155.90
Veränderung Anzahl Kinderrenten gemäss Faktor von 37,8%			-2'704.93
Durchschnittliche jährliche Kinderrente in CHF			5'972
Durchschnittliche Dauer Kinderrente (abdiskontiert inkl. Mortalität)			8.10
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Kinderrenten in CHF			-130'846'204
BVG-Rente infolge Invaldität			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-7'155.90
Durchschnittliche jährlich BVG-Invalidenrente in CHF			15'000
Durchschnittliche Dauer der BVG-Rente aus Invaldität (analog IV-Renten)			14.90
Kapitalisierten Kosten der BVG-Rentenleistungen aus Neurenten in Mio.CHF			-1'599'344'561

Les calculs par extrapolation effectués correspondent aux valeurs/données provenant de l'année 2003 (= année de base), corrigées du pourcentage de la croissance démographique correspondante (voir Annexe II). De cette façon, on reflète correctement la comparaison entre les valeurs effectivement réalisées consécutives à la mise en œuvre des révisions de la LAI avec la manière dont ces valeurs auraient évolué si ces révisions n'avaient pas été introduites.

5.5. Business case 2007 par rap. à l'année de base 2003

Business Case-Berechnung für das Jahr 2007			
Konkrete Finanzwerte	2007 in CHF (Kosten- Hochrechnung)	2007 in CHF Kosten effektiv	Einsparungen / Mehrkosten CHF Resultat Business Case 2007
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Neurenten			-1'452'367'720
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Kinderrenten			-111'654'440
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus BVG-Neurenten			-1'324'830'686
Kosten / Mehrkosten für Taggelder	331'280'781	356'100'000	24'819'219
Kosten / Mehrkosten für Frühinterventions-Massnahmen	0	0	0
Kosten / Mehrkosten für Integrations-Massnahmen	0	0	0
Kosten / Mehrkosten für Massnahmen beruflicher Art	347'979'655	365'300'000	17'320'345
Kosten / Mehrkosten für Abklärungs-massnahmen	49'370'586	143'300'000	93'929'414
Kosten / Mehrkosten der IV-Stellen	207'958'036	256'400'000	48'441'964
Business Case 2007 IV + BVG			-2'704'341'904
Business Case 2007 nur IV			-1'379'511'218
Datenarten	2007 (Hochrechnung)	2007 effektiv	Differenz / Resultat
IV-Rente			
Anzahl gewichtete Neurenten	22'931.65		
Korrektur Hochrechnung worst case um 15% gemäss Berechnungen IVS 27	3'439.75		
Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"	19'491.90	13'564.25	-5'927.65
Durchschnittliche jährliche IV-Rente in CHF	16'444	16'444	
Durchschnittliche Dauer IV-Renten (abdiskontiert inkl. Mortalität)	14.9	14.9	
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Neurenten in CHF	4'775'820'573	3'323'452'852	-1'452'367'720
Kinderrente			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-5'927.65
Veränderung Anzahl Kinderrenten gemäss Faktor von 37,8%			-2'240.65
Durchschnittliche jährliche Kinderrente in CHF			6'152
Durchschnittliche Dauer Kinderrente (abdiskontiert inkl. Mortalität)			8.10
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Kinderrenten in CHF			-111'654'440
BVG-Rente infolge Invalidität			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-5'927.65
Durchschnittliche jährlich BVG-Invalidenrente in CHF			15'000
Durchschnittliche Dauer der BVG-Rente aus Invalidität (analog IV-Renten)			14.90
Kapitalisierten Kosten der BVG-Rentenleistungen aus Neurenten in Mio.CHF			-1'324'830'686

Les calculs par extrapolation effectués correspondent aux valeurs/données provenant de l'année 2003 (= année de base), corrigées du pourcentage de la croissance démographique correspondante (voir Annexe II). De cette façon, on reflète correctement la comparaison entre les valeurs effectivement réalisées consécutives à la mise en œuvre des révisions de la LAI avec la manière dont ces valeurs auraient évolué si ces révisions n'avaient pas été introduites.

5.6. Business case 2008 par rap. à l'année de base 2003

Business Case-Berechnung für das Jahr 2008			
Konkrete Finanzwerte	2008 in CHF (Kosten- Hochrechnung)	2008 in CHF Kosten effektiv	Einsparungen / Mehrkosten CHF Resultat Business Case 2008
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Neurenten			-678'929'397
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Kinderrenten			-52'940'260
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus BVG-Neurenten			-622'794'823
Kosten / Mehrkosten für Taggelder	333'848'073	379'400'000	45'551'927
Kosten / Mehrkosten für Frühinterventions-Massnahmen	0	2'800'000	2'800'000
Kosten / Mehrkosten für Integrations-Massnahmen	0	2'900'000	2'900'000
Kosten / Mehrkosten für Massnahmen beruflicher Art	350'676'357	362'300'000	11'623'643
Kosten / Mehrkosten für Abklärungs-massnahmen	49'753'188	154'900'000	105'146'812
Kosten / Mehrkosten der IV-Stellen	209'569'626	318'600'000	109'030'374
Business Case 2008 IV + BVG			<u>-1'077'611'724</u>
Business Case 2008 nur IV			<u>-454'816'901</u>
Datenarten	2008 (Hochrechnung)	2008 effektiv	Differenz / Resultat
IV-Rente			
Anzahl gewichtete Neurenten	23'109.36		
Korrektur Hochrechnung worst case um 30% gemäss Berechnungen IVS 27	6'932.81		
Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"	16'176.55	13'390.00	-2'786.55
Durchschnittliche jährliche IV-Rente in CHF	16'352	16'352	
Durchschnittliche Dauer IV-Renten (abdiskontiert inkl. Mortalität)	14.9	14.9	
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Neurenten in CHF	3'941'333'269	3'262'403'872	-678'929'397
Kinderrente			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-2'786.55
Veränderung Anzahl Kinderrenten gemäss Faktor von 37,8%			-1'053.32
Durchschnittliche jährliche Kinderrente in CHF			6'205
Durchschnittliche Dauer Kinderrente (abdiskontiert inkl. Mortalität)			8.10
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Kinderrenten in CHF			-52'940'260
BVG-Rente infolge Invalidität			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-2'786.55
Durchschnittliche jährlich BVG-Invalidenrente in CHF			15'000
Durchschnittliche Dauer der BVG-Rente aus Invalidität (analog IV-Renten)			14.90
Kapitalisierten Kosten der BVG-Rentenleistungen aus Neurenten in Mio.CHF			-622'794'823

Les calculs par extrapolation effectués correspondent aux valeurs/données provenant de l'année 2003 (= année de base), corrigées du pourcentage de la croissance démographique correspondante (voir Annexe II). De cette façon, on reflète correctement la comparaison entre les valeurs effectivement réalisées consécutives à la mise en œuvre des révisions de la LAI avec la manière dont ces valeurs auraient évolué si ces révisions n'avaient pas été introduites.

5.7. Business case 2009 par rap. à l'année de base 2003

Business Case-Berechnung für das Jahr 2009			
Konkrete Finanzwerte	2009 in CHF (Kosten-Hochrechnung)	2009 in CHF Kosten effektiv	Einsparungen / Mehrkosten CHF Resultat Business Case 2009
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Neurenten			-973'931'339
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Kinderrenten			-75'974'574
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus BVG-Neurenten			-869'529'795
Kosten / Mehrkosten für Taggelder	336'953'224	400'800'000	63'846'776
Kosten / Mehrkosten für Frühinterventions-Massnahmen	0	10'800'000	10'800'000
Kosten / Mehrkosten für Integrations-Massnahmen	0	14'100'000	14'100'000
Kosten / Mehrkosten für Massnahmen beruflicher Art	353'938'030	426'400'000	72'461'970
Kosten / Mehrkosten für Abklärungsmassnahmen	50'215'947	185'200'000	134'984'053
Kosten / Mehrkosten der IV-Stellen	211'518'852	322'200'000	110'681'148
Business Case 2009 IV + BVG			-1'512'561'762
Business Case 2009 nur IV			-643'031'967
Datenarten	2009 (Hochrechnung)	2009 effektiv	Differenz / Resultat
IV-Rente			
Anzahl gewichtete Neurenten	23'324.31		
Korrektur Hochrechnung worst case um 30% gemäss Berechnungen IVS 27	6'997.29		
Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"	16'327.01	12'436.50	-3'890.51
Durchschnittliche jährliche IV-Rente in CHF	16'801	16'801	
Durchschnittliche Dauer IV-Renten (abdiskontiert inkl. Mortalität)	14.9	14.9	
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Neurenten in CHF	4'087'221'323	3'113'289'984	-973'931'339
Kinderrente			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-3'890.51
Veränderung Anzahl Kinderrenten gemäss Faktor von 37,8%			-1'470.61
Durchschnittliche jährliche Kinderrente in CHF			6'378
Durchschnittliche Dauer Kinderrente (abdiskontiert inkl. Mortalität)			8.10
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Kinderrenten in CHF			-75'974'574
BVG-Rente infolge Invaldität			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-3'890.51
Durchschnittliche jährlich BVG-Invalidenrente in CHF			15'000.00
Durchschnittliche Dauer der BVG-Rente aus Invaldität (analog IV-Renten)			14.9
Kapitalisierten Kosten der BVG-Rentenleistungen aus Neurenten in Mio.CHF			-869'529'795

Les calculs par extrapolation effectués correspondent aux valeurs/données provenant de l'année 2003 (= année de base), corrigées du pourcentage de la croissance démographique correspondante (voir Annexe II). De cette façon, on reflète correctement la comparaison entre les valeurs effectivement réalisées consécutives à la mise en œuvre des révisions de la LAI avec la manière dont ces valeurs auraient évolué si ces révisions n'avaient pas été introduites.

5.8. Business case 2010 par rap. à l'année de base 2003

Business Case-Berechnung für das Jahr 2010			
Konkrete Finanzwerte	2010 in CHF (Kosten- Hochrechnung)	2010 in CHF Kosten effektiv	Einsparungen / Mehrkosten CHF Resultat Business Case 2010
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Neurenten			-1'114'530'462
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Kinderrenten			-87'065'806
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus BVG-Neurenten			-998'504'266
Kosten / Mehrkosten für Taggelder	341'629'063	423'000'000	81'370'937
Kosten / Mehrkosten für Frühinterventions-Massnahmen	0	17'200'000	17'200'000
Kosten / Mehrkosten für Integrations-Massnahmen	0	19'500'000	19'500'000
Kosten / Mehrkosten für Massnahmen beruflicher Art	358'849'563	469'100'000	110'250'437
Kosten / Mehrkosten für Abklärungsmassnahmen	50'912'785	140'000'000	89'087'215
Kosten / Mehrkosten der IV-Stellen	214'454'061	406'000'000	191'545'939
Business Case 2010 IV + BVG			-1'691'146'005
Business Case 2010 nur IV			-692'641'739
Datenarten	2010 (Hochrechnung)	2010 effektiv	Differenz / Resultat
IV-Rente			
Anzahl gewichtete Neurenten	23'647.97		
Korrektur Hochrechnung worst case um 30% gemäss Berechnungen IVS 27	7'094.39		
Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"	16'553.58	12'086.00	-4'467.58
Durchschnittliche jährliche IV-Rente in CHF	16'743	16'743	
Durchschnittliche Dauer IV-Renten (abdiskontiert inkl. Mortalität)	14.9	14.9	
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Neurenten in CHF	4'129'633'342	3'015'102'880	-1'114'530'462
Kinderrente			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-4'467.58
Veränderung Anzahl Kinderrenten gemäss Faktor von 37,8%			-1'688.75
Durchschnittliche jährliche Kinderrente in CHF			6'365
Durchschnittliche Dauer Kinderrente (abdiskontiert inkl. Mortalität)			8.10
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Kinderrenten in CHF			-87'065'806
BVG-Rente infolge Invaldität			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-4'467.58
Durchschnittliche jährlich BVG-Invalidenrente in CHF			15'000
Durchschnittliche Dauer der BVG-Rente aus Invalidität (analog IV-Renten)			14.90
Kapitalisierten Kosten der BVG-Rentenleistungen aus Neurenten in Mio.CHF			-998'504'266

Les calculs par extrapolation effectués correspondent aux valeurs/données provenant de l'année 2003 (= année de base), corrigées du pourcentage de la croissance démographique correspondante (voir Annexe II). De cette façon, on reflète correctement la comparaison entre les valeurs effectivement réalisées consécutives à la mise en œuvre des révisions de la LAI avec la manière dont ces valeurs auraient évolué si ces révisions n'avaient pas été introduites.

5.9. Business case 2011 par rap. à l'année de base 2003

Business Case-Berechnung für das Jahr 2011			
Konkrete Finanzwerte	2011 in CHF (Kosten- Hochrechnung)	2011 in CHF Kosten effektiv	Einsparungen / Mehrkosten CHF Resultat Business Case 2011
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Neurenten			-1'115'840'169
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Kinderrenten			-87'315'341
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus BVG-Neurenten			-985'724'531
Kosten / Mehrkosten für Taggelder	345'974'758	443'900'000	97'925'242
Kosten / Mehrkosten für Frühinterventions-Massnahmen	0	21'800'000	21'800'000
Kosten / Mehrkosten für Integrations-Massnahmen	0	22'400'000	22'400'000
Kosten / Mehrkosten für Massnahmen beruflicher Art	363'414'312	495'100'000	131'685'688
Kosten / Mehrkosten für Abklärungsmassnahmen	51'560'421	145'900'000	94'339'579
Kosten / Mehrkosten der IV-Stellen	217'182'026	414'300'000	197'117'974
Business Case 2011 IV + BVG			-1'623'611'559
Business Case 2011 nur IV			-637'887'028
Datenarten	2011 (Hochrechnung)	2011 effektiv	Differenz / Resultat
IV-Rente			
Anzahl gewichtete Neurenten	23'948.79		
Korrektur Hochrechnung worst case um 30% gemäss Berechnungen IVS 27	7'184.64		
Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"	16'764.15	12'353.75	-4'410.40
Durchschnittliche jährliche IV-Rente in CHF	16'980	16'980	
Durchschnittliche Dauer IV-Renten (abdiskontiert inkl. Mortalität)	14.9	14.9	
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Neurenten in CHF	4'241'363'627	3'125'523'458	-1'115'840'169
Kinderrente			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-4'410.40
Veränderung Anzahl Kinderrenten gemäss Faktor von 37,8%			-1'667.13
Durchschnittliche jährliche Kinderrente in CHF			6'466
Durchschnittliche Dauer Kinderrente (abdiskontiert inkl. Mortalität)			8.10
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Kinderrenten in CHF			-87'315'341
BVG-Rente infolge Invaldität			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-4'410.40
Durchschnittliche jährlich BVG-Invalidenrente in CHF			15'000
Durchschnittliche Dauer der BVG-Rente aus Invaldität (analog IV-Renten)			14.90
Kapitalisierten Kosten der BVG-Rentenleistungen aus Neurenten in Mio.CHF			-985'724'531

Les calculs par extrapolation effectués correspondent aux valeurs/données provenant de l'année 2003 (= année de base), corrigées du pourcentage de la croissance démographique correspondante (voir Annexe II). De cette façon, on reflète correctement la comparaison entre les valeurs effectivement réalisées consécutives à la mise en œuvre des révisions de la LAI avec la manière dont ces valeurs auraient évolué si ces révisions n'avaient pas été introduites..

5.10. Business case 2012 par rap. à l'année de base 2003

Business Case-Berechnung für das Jahr 2012			
Konkrete Finanzwerte	2012 in CHF (Kosten- Hochrechnung)	2012 in CHF Kosten effektiv	Einsparungen / Mehrkosten CHF Resultat Business Case 2012
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Neurenten			-1'314'018'781
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Kinderrenten			-102'883'608
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus BVG-Neurenten			-1'164'359'742
Kosten / Mehrkosten für Taggelder	349'375'094	459'900'000	110'524'906
Kosten / Mehrkosten für Frühinterventions-Massnahmen	0	27'700'000	27'700'000
Kosten / Mehrkosten für Integrations-Massnahmen	0	30'100'000	30'100'000
Kosten / Mehrkosten für Massnahmen beruflicher Art	366'986'048	499'600'000	132'613'952
Kosten / Mehrkosten für Abklärungsmassnahmen	52'067'171	131'600'000	79'532'829
Kosten / Mehrkosten der IV-Stellen	219'316'551	453'400'000	234'083'449
Business Case 2012 IV + BVG			-1'966'706'996
Business Case 2012 nur IV			-802'347'253
Datenarten	2012 (Hochrechnung)	2012 effektiv	Differenz / Resultat
IV-Rente			
Anzahl gewichtete Neurenten	24'184.16		
Korrektur Hochrechnung worst case um 30% gemäss Berechnungen IVS 27	7'255.25		
Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"	16'928.91	11'719.25	-5'209.66
Durchschnittliche jährliche IV-Rente in CHF	16'928	16'928	
Durchschnittliche Dauer IV-Renten (abdiskontiert inkl. Mortalität)	14.9	14.9	
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Neurenten in CHF	4'269'932'395	2'955'913'614	-1'314'018'781
Kinderrente			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-5'209.66
Veränderung Anzahl Kinderrenten gemäss Faktor von 37,8%			-1'969.25
Durchschnittliche jährliche Kinderrente in CHF			6'450
Durchschnittliche Dauer Kinderrente (abdiskontiert inkl. Mortalität)			8.10
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Kinderrenten in CHF			-102'883'608
BVG-Rente infolge Invaldität			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-5'209.66
Durchschnittliche jährlich BVG-Invalidenrente in CHF			15'000
Durchschnittliche Dauer der BVG-Rente aus Invaldität (analog IV-Renten)			14.90
Kapitalisierten Kosten der BVG-Rentenleistungen aus Neurenten in Mio.CHF			-1'164'359'742

Les calculs par extrapolation effectués correspondent aux valeurs/données provenant de l'année 2003 (= année de base), corrigées du pourcentage de la croissance démographique correspondante (voir Annexe II). De cette façon, on reflète correctement la comparaison entre les valeurs effectivement réalisées consécutives à la mise en œuvre des révisions de la LAI avec la manière dont ces valeurs auraient évolué si ces révisions n'avaient pas été introduites.

5.11. Business case 2013 par rap. à l'année de base 2003

Business Case-Berechnung für das Jahr 2013			
Konkrete Finanzwerte	2013 in CHF (Kosten-Hochrechnung)	2013 in CHF Kosten effektiv	Einsparungen / Mehrkosten CHF Resultat Business Case 2013
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Neurenten			-1'557'515'393
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Kinderrenten			-122'089'706
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus BVG-Neurenten			-1'370'248'146
Kosten / Mehrkosten für Taggelder	355'085'585	490'300'000	135'214'415
Kosten / Mehrkosten für Frühinterventions-Massnahmen	0	32'600'000	32'600'000
Kosten / Mehrkosten für Integrations-Massnahmen	0	40'900'000	40'900'000
Kosten / Mehrkosten für Massnahmen beruflicher Art	372'984'388	545'400'000	172'415'612
Kosten / Mehrkosten für Abklärungsmassnahmen	52'918'202	145'600'000	92'681'798
Kosten / Mehrkosten der IV-Stellen	222'901'251	458'900'000	235'998'749
Business Case 2013 IV + BVG			-2'340'042'671
Business Case 2013 nur IV			-969'794'525
Datenarten	2013 (Hochrechnung)	2013 effektiv	Differenz / Resultat
IV-Rente			
Anzahl gewichtete Neurenten	24'579.45		
Korrektur Hochrechnung worst case um 30% gemäss Berechnungen IVS 27	7'373.83		
Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"	17'205.61	11'074.75	-6'130.86
Durchschnittliche jährliche IV-Rente in CHF	17'050	17'050	
Durchschnittliche Dauer IV-Renten (abdiskontiert inkl. Mortalität)	14.9	14.9	
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Neurenten in CHF	4'371'000'256	2'813'484'864	-1'557'515'393
Kinderrente			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-6'130.86
Veränderung Anzahl Kinderrenten gemäss Faktor von 37,8%			-2'317.47
Durchschnittliche jährliche Kinderrente in CHF			6'504
Durchschnittliche Dauer Kinderrente (abdiskontiert inkl. Mortalität)			8.10
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Kinderrenten in CHF			-122'089'706
BVG-Rente infolge Invalidität			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-6'130.86
Durchschnittliche jährlich BVG-Invalidenrente in CHF			15'000
Durchschnittliche Dauer der BVG-Rente aus Invalidität (analog IV-Renten)			14.90
Kapitalisierten Kosten der BVG-Rentenleistungen aus Neurenten in Mio.CHF			-1'370'248'146

Les calculs par extrapolation effectués correspondent aux valeurs/données provenant de l'année 2003 (= année de base), corrigées du pourcentage de la croissance démographique correspondante (voir Annexe II). De cette façon, on reflète correctement la comparaison entre les valeurs effectivement réalisées consécutives à la mise en œuvre des révisions de la LAI avec la manière dont ces valeurs auraient évolué si ces révisions n'avaient pas été introduites.

5.12. Business case 2014 par rap. à l'année de base 2003

Business Case-Berechnung für das Jahr 2014			
Konkrete Finanzwerte	2014 in CHF (Kosten- Hochrechnung)	2014 in CHF Kosten effektiv	Einsparungen / Mehrkosten CHF Resultat Business Case 2014
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Neurenten			-1'572'965'279
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Kinderrenten			-122'953'970
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus BVG-Neurenten			-1'385'058'948
Kosten / Mehrkosten für Taggelder	358'305'440	518'300'000	159'994'560
Kosten / Mehrkosten für Frühinterventions-Massnahmen	0	38'600'000	38'600'000
Kosten / Mehrkosten für Integrations-Massnahmen	0	45'300'000	45'300'000
Kosten / Mehrkosten für Massnahmen beruflicher Art	376'366'547	557'000'000	180'633'453
Kosten / Mehrkosten für Abklärungsmassnahmen	53'398'056	157'700'000	104'301'944
Kosten / Mehrkosten der IV-Stellen	224'922'482	453'900'000	228'977'518
Business Case 2014 IV + BVG			-2'323'170'721
Business Case 2014 nur IV			-938'111'773
Datenarten	2014 (Hochrechnung)	2014 effektiv	Differenz / Resultat
IV-Rente			
Anzahl gewichtete Neurenten	24'802.33		
Korrektur Hochrechnung worst case um 30% gemäss Berechnungen IVS 27	7'440.70		
Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"	17'361.63	11'164.50	-6'197.13
Durchschnittliche jährliche IV-Rente in CHF	17'035	17'035	
Durchschnittliche Dauer IV-Renten (abdiskontiert inkl. Mortalität)	14.9	14.9	
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Neurenten in CHF	4'406'755'415	2'833'790'137	-1'572'965'279
Kinderrente			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-6'197.13
Veränderung Anzahl Kinderrenten gemäss Faktor von 37,8%			-2'342.52
Durchschnittliche jährliche Kinderrente in CHF			6'480
Durchschnittliche Dauer Kinderrente (abdiskontiert inkl. Mortalität)			8.10
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Kinderrenten in CHF			-122'953'970
BVG-Rente infolge Invaldität			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-6'197.13
Durchschnittliche jährlich BVG-Invalidenrente in CHF			15'000
Durchschnittliche Dauer der BVG-Rente aus Invaldität (analog IV-Renten)			14.90
Kapitalisierten Kosten der BVG-Rentenleistungen aus Neurenten in Mio.CHF			-1'385'058'948

Les calculs par extrapolation effectués correspondent aux valeurs/données provenant de l'année 2003 (= année de base), corrigées du pourcentage de la croissance démographique correspondante (voir Annexe II). De cette façon, on reflète correctement la comparaison entre les valeurs effectivement réalisées consécutives à la mise en œuvre des révisions de la LAI avec la manière dont ces valeurs auraient évolué si ces révisions n'avaient pas été introduites.

5.13. Business case 2015 par rap. à l'année de base 2003

Business Case-Berechnung für das Jahr 2015			
Konkrete Finanzwerte	2015 in CHF (Kosten- Hochrechnung)	2015 in CHF Kosten effektiv	Einsparungen / Mehrkosten CHF Resultat Business Case 2015
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Neurenten			-1'554'825'015
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Kinderrenten			-121'680'781
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus BVG-Neurenten			-1'365'238'847
Kosten / Mehrkosten für Taggelder	362'228'051	549'700'000	187'471'949
Kosten / Mehrkosten für Frühinterventions-Massnahmen	0	41'000'000	41'000'000
Kosten / Mehrkosten für Integrations-Massnahmen	0	52'200'000	52'200'000
Kosten / Mehrkosten für Massnahmen beruflicher Art	380'486'885	569'700'000	189'213'115
Kosten / Mehrkosten für Abklärungsmassnahmen	53'982'640	158'800'000	104'817'360
Kosten / Mehrkosten der IV-Stellen	227'384'860	465'700'000	238'315'140
Business Case 2015 IV + BVG			-2'228'727'077
Business Case 2015 nur IV			-863'488'230
Datenarten	2015 (Hochrechnung)	2015 effektiv	Differenz / Resultat
IV-Rente			
Anzahl gewichtete Neurenten	25'073.86		
Korrektur Hochrechnung worst case um 30% gemäss Berechnungen IVS 27	7'522.16		
Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"	17'551.70	11'443.25	-6'108.45
Durchschnittliche jährliche IV-Rente in CHF	17'083	17'083	
Durchschnittliche Dauer IV-Renten (abdiskontiert inkl. Mortalität)	14.9	14.9	
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Neurenten in CHF	4'467'552'107	2'912'727'092	-1'554'825'015
Kinderrente			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-6'108.45
Veränderung Anzahl Kinderrenten gemäss Faktor von 37,8%			-2'308.99
Durchschnittliche jährliche Kinderrente in CHF			6'506
Durchschnittliche Dauer Kinderrente (abdiskontiert inkl. Mortalität)			8.10
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Kinderrenten in CHF			-121'680'781
BVG-Rente infolge Invalidität			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-6'108.45
Durchschnittliche jährlich BVG-Invalidenrente in CHF			15'000
Durchschnittliche Dauer der BVG-Rente aus Invalidität (analog IV-Renten)			14.90
Kapitalisierten Kosten der BVG-Rentenleistungen aus Neurenten in Mio.CHF			-1'365'238'847

Les calculs par extrapolation effectués correspondent aux valeurs/données provenant de l'année 2003 (= année de base), corrigées du pourcentage de la croissance démographique correspondante (voir Annexe II). De cette façon, on reflète correctement la comparaison entre les valeurs effectivement réalisées consécutives à la mise en œuvre des révisions de la LAI avec la manière dont ces valeurs auraient évolué si ces révisions n'avaient pas été introduites.

5.14. Business case 2016 par rap. à l'année de base 2003

Business Case-Berechnung für das Jahr 2016			
Konkrete Finanzwerte	2016 in CHF (Kosten- Hochrechnung)	2016 in CHF Kosten effektiv	Einsparungen / Mehrkosten CHF Resultat Business Case 2016
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Neurenten			-1'574'352'510
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus IV-Kinderrenten			-122'960'580
Kapitalisierte und abdiskontierte Kosteneinsparungen aus BVG-Neurenten			-1'384'492'446
Kosten / Mehrkosten für Taggelder	366'043'889	615'200'000	249'156'111
Kosten / Mehrkosten für Frühinterventions-Massnahmen	0	41'500'000	41'500'000
Kosten / Mehrkosten für Integrations-Massnahmen	0	61'700'000	61'700'000
Kosten / Mehrkosten für Massnahmen beruflicher Art	384'495'069	589'100'000	204'604'931
Kosten / Mehrkosten für Abklärungsmassnahmen	54'551'312	172'200'000	117'648'688
Kosten / Mehrkosten der IV-Stellen	229'780'212	454'300'000	224'519'788
Business Case 2016 IV + BVG			-2'182'676'018
Business Case 2016 nur IV			-798'183'572
Datenarten	2016 (Hochrechnung)	2016 effektiv	Differenz / Resultat
IV-Rente			
Anzahl gewichtete Neurenten	25'338.00		
Korrektur Hochrechnung worst case um 30% gemäss Berechnungen IVS 27	7'601.40		
Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"	17'736.60	11'542.00	-6'194.60
Durchschnittliche jährliche IV-Rente in CHF	17'057	17'057	
Durchschnittliche Dauer IV-Renten (abdiskontiert inkl. Mortalität)	14.9	14.9	
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Neurenten in CHF	4'507'743'730	2'933'391'221	-1'574'352'510
Kinderrente			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-6'194.60
Veränderung Anzahl Kinderrenten gemäss Faktor von 37,8%			-2'341.56
Durchschnittliche jährliche Kinderrente in CHF			6'483
Durchschnittliche Dauer Kinderrente (abdiskontiert inkl. Mortalität)			8.10
Kapitalisierten Kosten der Rentenleistungen aus Kinderrenten in CHF			-122'960'580
BVG-Rente infolge Invalidität			
Veränderung Anzahl gewichtete Neurenten "business-case-relevant"			-6'194.60
Durchschnittliche jährlich BVG-Invalidenrente in CHF			15'000
Durchschnittliche Dauer der BVG-Rente aus Invalidität (analog IV-Renten)			14.90
Kapitalisierten Kosten der BVG-Rentenleistungen aus Neurenten in Mio.CHF			-1'384'492'446

Les calculs par extrapolation effectués correspondent aux valeurs/données provenant de l'année 2003 (= année de base), corrigées du pourcentage de la croissance démographique correspondante (voir Annexe II). De cette façon, on reflète correctement la comparaison entre les valeurs effectivement réalisées consécutives à la mise en œuvre des révisions de la LAI avec la manière dont ces valeurs auraient évolué si ces révisions n'avaient pas été introduites.

6. Business case 2004 à 2016: vue d'ensemble

6.1. Business case 2004 à 2016 ne concernant que l'AI

Ergebnis des Jahres	Business Case nur IV ohne BVG (in CHF)
2004 (4. IVG-Revision)	400'490'527
2005	-478'731'966
2006	-1'702'352'500
2007	-1'379'511'218
2008 (5. IVG-Revision)	-454'816'901
2009	-643'031'967
2010	-692'641'739
2011	-637'887'028
2012 (6. IVG-Revision)	-802'347'253
2013	-969'794'525
2014	-938'111'773
2015	-863'488'230
2016	-798'183'572
Gesamtperiode 2004 - 2016	-9'960'408'145
Durchschnitt pro Jahr	-766'185'242

6.2. Business case 2004 à 2016 concernant l'AI et la LPP

Ergebnis des Jahres	Business Case IV und BVG (in CHF)
2004 (4. IVG-Revision)	598'430'509
2005	-1'001'644'653
2006	-3'301'697'062
2007	-2'704'341'904
2008 (5. IVG-Revision)	-1'077'611'724
2009	-1'512'561'762
2010	-1'691'146'005
2011	-1'623'611'559
2012 (6. IVG-Revision)	-1'966'706'996
2013	-2'340'042'671
2014	-2'323'170'721
2015	-2'228'727'077
2016	-2'182'676'018
Gesamtperiode 2004 - 2016	-23'355'507'641
Durchschnitt pro Jahr	-1'796'577'511

Annexe I

Evolution des rentes AI et des demandes de rentes AI de l'office AI 27 (office AI pour les assurés résidant à l'étranger)

<u>Entwicklung IV-Renten und IV-Rentenanmeldungen der IV-Stelle 27</u>														
Jahr	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003
Anzahl Anmeldungen / Rentengesuche	5856	5888	6143	6468	6871	6970	6895	8670	10216	9432	6804	9963	8664	7964
Anzahl Renten-Zusprachen														
1/1 Rente	1095	1164	1246	1247	1237	1303	1123	1545	1863	1961	1443	2286	2094	2086
¾ Rente	127	129	157	186	192	187	197	234	320	332	209	312	219	
½ Rente	187	211	244	238	253	249	244	311	441	460	352	606	514	747
¼ Rente	189	202	218	250	307	267	261	373	438	407	293	469	310	259
TOTAL Renten ungewichtet	1598	1706	1865	1921	1989	2006	1825	2463	3062	3160	2297	3673	3137	3092
TOTAL Renten gewichtet	1331	1416.75	1540.25	1568	1584.25	1634.5	1458	1969.25	2433	2541.75	1849	2940.25	2592.75	2524.25
Verhältnis gewichtete Renten zu Anmeldungen	22.7%	24.1%	25.1%	24.2%	23.1%	23.5%	21.1%	22.7%	23.8%	26.9%	27.2%	29.5%	29.9%	31.7%
Rückgang der Rentenzusprachen in Prozenten gegenüber dem Basisjahr 2003 (inkl. Beachtung der Anmeldezahlen)	28.3%	24.1%	20.9%	23.5%	27.3%	26.0%	33.3%	28.3%	24.9%	15.0%	14.3%	6.9%	5.6%	0.0%
FAZIT aus den obigen Werten:	Die Wirkung der reinen Gesetzesrevisionen und der veränderten Rechtsprechung ohne Massnahmen der beruflichen Integration (diese Massnahme kennt die IVS 27 nicht) haben ab der 4. IVG-Revision zu einer markanten Senkung der Neurenten-Zusprachen geführt.													
Für den Business Case der einzelnen Jahre wird ein Durchschnittswert des Rentenrückganges errechnet, welcher sich aus den einzelnen effektiv errechneten Jahreswerten gemäss obiger Tabelle ergibt. Damit werden auch vorhandene Volatilitäten der einzelnen Jahre geglättet. Zudem wird für die Berechnung des Business Case vom "worst case" ausgegangen. Da sich ab der 5. IVG-Revision die Werte nochmals stark verändert haben, ist dies zu berücksichtigen, indem zwei unterschiedliche Werte errechnet werden. => Als "worst case" für die Jahre 2004 bis 2007 gilt ein Wert von 15% (konkreter Durchschnitt ist 10.5%) Rentenrückgang infolge geänderter Rechtsprechung ohne berufliche Integration. => Für die Jahre 2008 bis 2016 gilt als "worst case" ein Wert von 30% (konkreter Durchschnitt ist 26.3%) Rentenrückgang infolge geänderter Rechtsprechung ohne berufliche Integration.														
Quelle: interne Statistiken der IV-Stelle 27														

Annexe II

Valeurs de l'année de base 2003 ainsi qu'évolution des valeurs de l'année de base compte tenu de la croissance démographique

Berechnungsgrundlagen für den Erfolgsausweis aus den 4., 5. und 6. IVG-Revision HOCHRECHNUNG der Basisdaten 2003 für die Jahre 2003 - 2016 aufgrund Bevölkerungswachstum														
Ausgangslage: Die Hochrechnung basiert darauf, dass sowohl Kosten als auch Anzahl Neurenten um denselben Faktor steigen, wie das Bevölkerungswachstum zugenommen hat.														
Datenarten	2003 (Basiswerte)	2004 (Hochrechn.)	2005 (Hochrechn.)	2006 (Hochrechn.)	2007 (Hochrechn.)	2008 (Hochrechn.)	2009 (Hochrechn.)	2010 (Hochrechn.)	2011 (Hochrechn.)	2012 (Hochrechn.)	2013 (Hochrechn.)	2014 (Hochrechn.)	2015 (Hochrechn.)	2016 (Hochrechn.)
1) Anzahl erwerbsfähige Bevölkerung (18 bis AHV-Alter)	4'549'968	4'549'968	4'719'214	4'719'214	4'719'214	4'755'786	4'800'020	4'866'629	4'928'535	4'976'974	5'088'322	5'104'190	5'160'069	5'214'427
Bevölkerung in Prozent zum Basisjahr 2003	100.00%	100.00%	103.72%	103.72%	103.72%	104.52%	105.50%	106.96%	108.32%	109.38%	111.17%	112.18%	113.41%	114.60%
2) Anzahl Neurenten gewichtet	22'109.25	22'109.25	22'931.65	22'931.65	22'931.65	23'109.36	23'324.31	23'647.97	23'948.79	24'184.16	24'579.45	24'802.3	25'073.9	25'538.0
2) Anzahl Rentenbestand (Invalidenrenten Männer und Frauen)	271'039	271'039	281'121	281'121	281'121	283'299	285'934	289'902	293'590	296'476	301'321	304'054	307'382	310'620
2) Anzahl Kinderrenten	102'338	102'338	106'145	106'145	106'145	106'967	107'962	109'460	110'853	111'942	113'772	114'804	116'060	117'283
2) Kosten für Tagelöhler (Geldleistung) in CHF	319'400'000	319'400'000	331'280'781	331'280'781	331'280'781	333'848'073	336'953'224	341'629'063	345'974'758	349'375'094	355'085'585	358'305'440	362'228'051	366'043'889
2) Kosten für Frühinterventions-Massnahmen (IM) in CHF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2) Kosten für Integrations-Massnahmen (IM) in CHF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2) Kosten für Massnahmen beruflicher Art (IM) in CHF	335'500'000	335'500'000	347'979'655	347'979'655	347'979'655	350'676'357	353'938'030	358'849'563	363'414'312	366'986'048	372'984'388	376'366'547	380'486'885	384'495'069
2) Kosten für Ablösungsmassnahmen (Durchführung) in CHF	47'600'000	47'600'000	49'370'586	49'370'586	49'370'586	49'753'188	50'215'947	50'912'785	51'560'421	52'067'771	52'918'202	53'398'056	53'982'640	54'551'312
2) Kosten der IV-Stellen (Verwaltung) in CHF	200'500'000	200'500'000	207'958'036	207'958'036	207'958'036	209'569'626	211'518'852	214'454'061	217'182'026	219'136'551	222'901'251	224'922'482	227'384'860	229'780'212
3) Durchschnittliche Kosten jährliche IV-Rente in CHF	15'828	15'823	16'139	16'083	16'444	16'352	16'801	16'743	16'980	16'928	17'050	17'035	17'083	17'057
Durchschnittliche IV-Rentendauer abdiskontiert inkl. Mortalität	14.9	14.9	14.9	14.9	14.9	14.9	14.9	14.9	14.9	14.9	14.9	14.9	14.9	14.9
3) Durchschnittliche Kosten jährliche Kinderrente in CHF	5'851	5'880	5'978	5'972	6'152	6'205	6'378	6'365	6'486	6'450	6'504	6'481	6'506	6'483
5) Durchschnittliche Kinderrentendauer abdiskontiert inkl. Mortalität	8.1	8.1	8.1	8.1	8.1	8.1	8.1	8.1	8.1	8.1	8.1	8.1	8.1	8.1

Annexe III

Valeurs de base du compte d'exploitation de l'AI provenant de l'année 2003

IV-Statistik 2006		<u>Basiswert</u>				Tabellenteil
T1.1 Entwicklung der Betriebsrechnungen der IV seit 1960						
Einnahmen- bzw. Ausgabenarten (in Mio. Fr.)	2002	2003	2004	2005	Veränd. 2004/2005	
Einnahmen Total	418.8	389.7	9'511.0	9'823.4	3.3%	
Beiträge der Versicherten und Arbeitgeber	3'682.3	3'763.6	3'825.9	3'904.6	2.1%	
Beiträge der öffentlichen Hand	4'982.2	5'329.0	5'548.2	5'780.6	4.2%	
- Bund	3'736.6	3'996.7	4'161.2	4'335.5	4.2%	
- Kantone	1'245.5	1'332.2	1'387.1	1'445.2	4.2%	
Kapitalzinsen	-	-	-	-	...	
Einnahmen aus Regress	110.4	117.5	136.8	138.2	1.0%	
- Zahlungen von haftpflichtigen Dritten	115.9	123.4	143.1	146.4	2.3%	
- Regresskosten	-5.5	-6.0	-6.3	-8.2	29.7%	
Ausgaben Total	-5'692.0	-5'898.2	11'096.5	11'561.3	4.2%	
Schuldzinsen	109.4	70.3	101.3	122.2	20.6%	
Geldleistungen	6'334.1	6'789.0	7'075.1	7'338.5	3.7%	
- Ordentliche Renten	5'503.6	5'930.7	6'056.2	6'211.1	2.6%	
- Ausserordentliche Renten	487.9	509.1	518.8	538.6	3.8%	
- Taggelder	309.4	319.4	352.1	360.5	2.4%	
- Hilflosenentschädigungen	154.2	159.4	313.3	376.0	20.0%	
- Fürsorgeleistungen an SchweizerInnen im Ausland	2.0	1.7	1.6	1.5	-5.2%	
- Rückerstattungsforderungen netto	-143.9	-151.5	-188.6	-170.9	-9.4%	
- Beitragsanteil zu Lasten der IV	20.9	20.3	21.6	21.7	0.6%	
Kosten für individuelle Massnahmen	1'511.7	1'634.1	1'549.9	1'703.5	9.9%	
- Medizinische Massnahmen	485.6	543.9	446.4	600.3	34.5%	
- Massnahmen beruflicher Art	314.5	335.5	351.1	368.5	5.0%	
- Beiträge Sonderschulung ¹	376.3	391.2	384.5	367.7	-4.4%	
- Hilfsmittel	241.9	264.9	268.8	261.6	-2.7%	
- Reisekosten	98.2	103.9	105.8	112.3	6.1%	
- Rückerstattungsforderungen netto	-4.8	-5.2	-6.7	-7.0	3.8%	
Beiträge an Institutionen und Organisationen	1'736.9	1'871.8	1'961.3	2'015.8	2.8%	
- Arbeitsämter, Berufsberatungsstellen	-	-	-	-	0.0%	
- Baubeiträge	81.0	80.8	89.4	77.4	-13.4%	
- Betriebsbeiträge	1'461.7	1'610.6	1'682.3	1'738.2	3.3%	
- Beiträge an Dachorganisationen und Ausbildungsstätten	182.6	166.9	177.6	187.9	5.8%	
- Beitrag an Pro Infirmis (gem. Art. 10 ELG)	11.5	13.5	12.0	12.3	2.7%	
Durchführungskosten	64.8	55.5	162.4	131.1	-19.3%	
- IV-Stellen	-	-	-	-	0.0%	
- Spezialstellen	0.0	0.0	0.0	0.0	-41.3%	
- Abklärungsmassnahmen ²	62.1	47.6	150.4	116.7	-22.4%	
- Parteientschädigungen und Gerichtskosten	2.8	7.9	12.0	14.4	20.0%	
Verwaltungskosten²	207.4	237.1	246.5	250.1	1.5%	
- Posttaxen	5.8	5.9	5.9	7.2	21.9%	
- Verwaltungskosten	18.2	29.5	14.1	24.0	69.8%	
- Abschreibungen Immobilien IV-Stellen	1.6	1.6	1.6	1.6	0.0%	
- IV-Stellen ³	182.2	200.5	225.2	217.6	-3.4%	
- Kostenrückerstattungen	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-5.6%	
Ergebnis (Fehlbetrag bzw. Überschuss)	-1'189.5	-1'447.9	-1'585.5	-1'737.8	9.6%	
Stand des Kapitalkontos³	-4'502.5	-4'450.4	-6'035.9	-7'773.8	28.8%	

1 Die Beiträge für hilflose Minderjährige wurden bis 2003 unter den „Beiträge Sonderschulung“ verbucht, Ab 2004 werden die Beiträge für hilflose Minderjährige unter der Rubrik „Hilflosenentschädigungen“ verbucht.

2 Ohne Verwaltungskosten, die direkt bei den Ausgleichskassen der Kantone bzw. Verbände oder bei den Arbeitgebern anfallen.

3 Inklusiv Kapitaltransfer von der EO an die IV (2'200 Mio. Franken im Jahre 1998 und 1'500 Mio. im Jahre 2003).

Basiswert

T6.8 NeurentenbezügerInnen¹ in der Schweiz nach Geschlecht und Rententeil², Periode von 1996 bis 2005

T6.8.1 Anzahl BezügerInnen

Renten
gerichtet

Geschlecht	Jahr	Rententeil ²				Total
		Ganze	Dreiviertel	Halbe	Viertel	
Männer	1996	9'826	-	3'622	376	13'824
	1997	9'377	-	3'834	369	13'580
	1998	9'595	-	4'088	392	14'075
	1999	10'016	-	3'994	358	14'368
	2000	9'849	-	3'815	362	14'026
	2001	10'709	-	4'075	408	15'192
	2002	10'968	-	4'454	464	15'886
	2003	10'360	-	4'148	591	15'099
	2004	8'590	1'096	3'246	810	13'742
	2005	7'244	957	2'717	944	11'862
Frauen ³	1996	5'395	-	2'302	384	8'081
	1997	5'409	-	2'579	402	8'390
	1998	5'711	-	2'810	372	8'893
	1999	5'896	-	3'089	358	9'343
	2000	6'170	-	3'105	390	9'665
	2001	7'339	-	3'620	475	11'434
	2002	7'722	-	4'005	534	12'261
	2003	7'541	-	3'603	740	11'884
	2004	6'116	832	2'783	968	10'699
	2005	4'972	743	2'298	1'012	9'025
Männer und Frauen ³	1996	15'221	-	5'924	760	21'905
	1997	14'786	-	6'413	771	21'970
	1998	15'306	-	6'898	764	22'968
	1999	15'912	-	7'083	716	23'711
	2000	16'019	-	6'920	752	23'691
	2001	18'048	-	7'695	883	26'626
	2002	18'690	-	8'459	998	28'147
	2003	17'901	-	7'751	1'331	26'983
	2004	14'706	1'928	6'029	1'778	24'441
	2005	12'216	1'700	5'015	1'956	20'887

22'109.25

1 Die Neurenten werden auf der Basis eines Vergleiches an zwei verschiedenen Zeitpunkten berechnet. Die Neurenten für das Jahr N ergibt sich aus dem Vergleich der Personen, die im Januar des Jahres N+1 eine Rente bezogen, aber im Januar des Jahres N noch keine Rente erhielten.
 2 Mit der 4. IV-Revision (2004) wurden die IV-Grade neu definiert. Die Dreiviertelrente wird für einen IV-Grad zwischen 80 und 89% zugesprochen. Weiter wurden die Härtefallrenten abgeschafft, was eine Zunahme der Viertelrenten bewirkte.
 3 Das AHV-Rentalalter der Frauen wurde 2001 und 2005 je um 1 Jahr erhöht.

Basiswert

IV-Statistik 2006

Tabellenteil

T5.1 IV-Renten nach Rentenart, Periode von Januar 1997 bis Januar 2006

T5.1.1 BezügerInnen

Jahr	Invalidenrenten				Total Invalidenrenten ¹
	Männer	Einfache Invalidenrenten Frauen	Männer und Frauen	Ehepaarinvalidenrenten ¹	
1997	113'710	72'721	186'431	29'286	215'717
1998 ³	120'752	76'887	197'639	23'464	221'103
1999 ³	128'190	81'644	209'834	17'964	227'798
2000 ³	134'991	86'908	221'899	13'630	235'529
2001 ³	145'595	96'357	241'952	-	241'952
2002	151'537	106'999	258'536	-	258'536
2003	157'801	113'238	271'039	-	271'039
2004	163'267	118'776	282'043	-	282'043
2005 ⁴	166'942	122'892	289'834	-	289'834
2006 ⁴	168'502	130'182	298'684	-	298'684

Jahr	Ehefrauen ⁴	Ehemänner ^{2,4}	Zusatzrenten		Total Zusatzrenten ^{2,3,4}	Total ^{1,2,3,4}
			einfache ¹	Kinder doppelte ³		
1997	60'550	10	62'246	3'776	126'582	342'299
1998 ³	62'158	740	67'424	3'671	133'993	355'096
1999 ³	63'485	2'683	72'867	3'332	142'367	370'165
2000 ³	64'220	5'301	76'855	2'957	151'333	380'047
2001 ³	64'599	8'001	88'277	-	160'877	402'829
2002	67'017	11'287	94'827	-	173'131	431'667
2003	68'560	14'578	102'338	-	185'476	456'515
2004	69'280	17'478	108'738	-	195'496	477'539
2005 ⁴	66'724	18'559	112'204	-	197'487	487'321
2006 ⁴	62'498	18'111	112'928	-	193'537	492'221

- 1 Anzahl Personen, d.h. Paare mit Ehepaar-Invalidenrenten werden als zwei Bezüger gezählt. Die Ehepaarenten, welche mit Einführung der 10. IV Revision abgeschafft wurden, wurden definitiv durch einfache Renten im Jahr 2001 ersetzt.
- 2 In der 10. AHV-Revision, in Kraft getreten per 1.01.1997, wurden die Zusatzrenten der IV sowohl für Ehepartner wie auch für Ehepartnerinnen von invaliden Personen, welche vor ihrer Arbeitsunfähigkeit eine Erwerbstätigkeit ausgeübt haben, eingeführt.
- 3 Doppelte Kinderrenten, welche mit Einführung der 10. IV Revision abgeschafft wurden, wurden definitiv durch einfache Renten im Jahr 2001 ersetzt.
- 4 Mit der 4. IV-Revision wurden per 1.01.2004 keine neuen Zusatzrenten für EhepartnerInnen mehr bewilligt. Für die früher erworbenen Rechte gilt der Besitzstand.

Basiswert

Tabellenteil

IV-Statistik 2006

T5.1 IV-Renten nach Rentenart, Periode von Januar 1997 bis Januar 2006

T5.1.2 Summe der Leistungen (Mio. Fr.)¹

Jahr	Invalidenrenten				Total Invalidenrenten
	Einfache Invalidenrenten		Männer und Frauen	Ehepaarinvalidenrenten ³	
	Männer	Frauen			
1997	137.9	83.4	221.3	33.2	254.5
1998	147.3	89.0	236.3	26.7	263.0
1999	158.7	96.4	255.1	20.8	275.9
2000	168.7	103.6	272.3	16.0	288.2
2001	188.7	119.5	308.1	-	308.1
2002	197.5	133.2	330.7	-	330.7
2003	212.4	145.2	357.5	-	357.5
2004	219.7	152.2	371.9	-	371.9
2005 ⁴	229.0	160.8	389.8	-	389.8
2006 ⁴	230.1	170.2	400.3	-	400.3

Jahr	Ehefrauen ⁴	Ehemänner ^{2,4}	Zusatzrenten		Total Zusatzrenten ^{2,3,4}	Total ^{2,3,4}
			einfache	Kinder doppelte ³		
1997	21.0	0.0	26.5	3.2	50.6	305.1
1998	21.7	0.2	29.0	3.1	54.1	317.2
1999	22.7	0.9	32.1	2.9	58.6	334.5
2000	23.5	1.7	35.3	2.6	63.1	351.4
2001	24.8	2.7	41.3	-	68.8	377.0
2002	26.3	3.8	44.8	-	75.0	405.7
2003	28.1	5.1	49.9	-	83.1	440.7
2004	28.6	6.1	53.1	-	87.8	459.7
2005 ⁴	28.2	6.6	55.9	-	90.7	480.5
2006 ⁴	26.4	6.4	56.2	-	89.0	489.3

1 Monatsergebnisse vom Januar.

2 In der 10. AHV-Revision, in Kraft getreten per 1.01.1997, wurden die Zusatzrenten der IV sowohl für Ehepartner wie auch für Ehepartnerinnen von invaliden Personen, welche vor ihrer Arbeitsunfähigkeit eine Erwerbstätigkeit ausgeübt haben, eingeführt.

3 Ehepaarrenten und doppelte Kinderrenten, welche mit Einführung der 10. IV Revision abgeschafft wurden, wurden definitiv durch einfache Renten im Jahr 2001 ersetzt.

4 Mit der 4. IV-Revision wurden per 1.01.2004 keine neuen Zusatzrenten für Ehepartnerinnen mehr bewilligt. Für die früher erworbenen Rechte gilt der Besitzstand.

Annexe IV

Valeurs de développement des comptes d'exploitation de l'AI de 2004 à 2016

<u>Entwicklungswerte</u>						Tabellentitel
IV-Statistik 2007						
T1.1 Entwicklung der Betriebsrechnungen der IV seit 1960						
Einnahmen- bzw. Ausgabenarten (in Mio. Fr.)	2003	2004	2005	2006	Veränd. 2005/2006	
Einnahmen Total	389.7	9'511.0	9'823.4	9'903.5	0.8%	
Beiträge der Versicherten und Arbeitgeber	3'763.6	3'825.9	3'904.6	4'038.7	3.4%	
Beiträge der öffentlichen Hand	5'329.0	5'548.2	5'780.6	5'730.0	-0.9%	
- Bund	3'996.7	4'161.2	4'335.5	4'297.5	-0.9%	
- Kantone	1'332.2	1'387.1	1'445.2	1'432.5	-0.9%	
Kapitalzinsen	-	-	-	-	-	
Einnahmen aus Regress	117.5	136.8	138.2	134.9	-2.4%	
- Zahlungen von haftpflichtigen Dritten	123.4	143.1	146.4	142.0	-3.0%	
- Regresskosten	-6.0	-6.3	-8.2	-7.1	-13.1%	
Ausgaben Total	-5'898.2	11'096.5	11'561.3	11'459.9	-0.9%	
Schuldzinsen	70.3	101.3	122.2	221.0	80.9%	
Geldleistungen	6'789.0	7'075.1	7'338.5	7'149.6	-2.6%	
- Ordentliche Renten	5'930.7	6'056.2	6'211.1	5'999.4	-3.4%	
- Ausserordentliche Renten	509.1	518.8	538.6	542.5	0.7%	
- Taggelder	319.4	352.1	360.5	354.3	-1.7%	
- Hilflosenentschädigungen	159.4	313.3	376.0	389.8	3.7%	
- Fürsorgeleistungen an SchweizerInnen im Ausland	1.7	1.6	1.5	1.5	-4.1%	
- Rückerstattungsforderungen netto	-151.5	-188.6	-170.9	-159.0	-6.9%	
- Beitragsanteil zu Lasten der IV	20.3	21.6	21.7	21.3	-1.9%	
Kosten für individuelle Massnahmen	1'634.1	1'549.9	1'703.5	1'715.8	0.7%	
- Medizinische Massnahmen	543.9	446.4	600.3	623.0	3.8%	
- Massnahmen beruflicher Art	335.5	351.1	368.5	372.1	1.0%	
- Beiträge Sonderschulung ¹	391.2	384.5	367.7	381.6	3.8%	
- Hilfsmittel	264.9	268.8	261.6	234.5	-10.4%	
- Reisekosten	103.9	105.8	112.3	109.7	-2.3%	
- Rückerstattungsforderungen netto	-5.2	-6.7	-7.0	-5.1	-26.7%	
Beiträge an Institutionen und Organisationen	1'871.8	1'961.3	2'015.8	1'972.5	-2.1%	
- Arbeitsämter, Berufsberatungsstellen	-	-	-	-	-	
- Baubeiträge	80.8	89.4	77.4	83.9	8.3%	
- Betriebsbeiträge	1'610.6	1'682.3	1'738.2	1'699.1	-2.2%	
- Beiträge an Dachorganisationen und Ausbildungsstätten	166.9	177.6	187.9	176.7	-6.0%	
- Beitrag an Pro Infirmis (gem. Art. 10 ELG)	13.5	12.0	12.3	12.9	4.2%	
Durchführungskosten	55.5	162.4	131.1	137.5	4.9%	
- IV-Stellen	-	-	-	-	-	
- Spezialstellen	0.0	0.0	0.0	0.0	-31.9%	
- Abklärungsmassnahmen	47.6	150.4	116.7	123.6	5.9%	
- Parteientschädigungen und Gerichtskosten	7.9	12.0	14.4	14.0	-2.7%	
Verwaltungskosten²	237.1	246.5	250.1	263.5	5.3%	
- Posttaxen	5.9	5.9	7.2	7.1	-1.6%	
- Verwaltungskosten	29.5	14.1	24.0	24.9	3.8%	
- Abschreibungen Immobilien IV-Stellen	1.6	1.6	1.6	1.9	17.1%	
- IV-Stellen	200.5	225.2	217.6	229.9	5.6%	
- Kostenrückerstattungen	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-1.9%	
Ergebnis (Fehlbetrag bzw. Überschuss)	-1'447.9	-1'585.5	-1'737.8	-1'556.4	-10.4%	
Stand des Kapitalkontos³	-4'450.4	-6'035.9	-7'773.8	-9'330.1	20.0%	

1 Die Beiträge für hilflose Minderjährige wurden bis 2003 unter den „Beiträge Sonderschulung“ verbucht. Ab 2004 werden die Beiträge für hilflose Minderjährige unter der Rubrik „Hilflosenentschädigungen“ verbucht.

2 Ohne Verwaltungskosten, die direkt bei den Ausgleichskassen der Kantone bzw. Verbände oder bei den Arbeitgebern anfallen.

3 Inklusiv Kapitaltransfer von der EO an die IV (2'200 Mio. Franken im Jahre 1998 und 1'500 Mio. im Jahre 2003).

IV-Statistik 2010

Tabellenteil

T1.1 Entwicklung der Betriebsrechnungen der IV seit 1960

Einnahmen- bzw. Ausgabenarten (in Mio. Fr.)	2007	2008	2009	2010	Veränd. 2009/2010
Einnahmen Total	10'315.0	8'161.7	8'204.8	8'175.8	-0.4%
Beiträge der Versicherten und Arbeitgeber	4'242.6	4'437.8	4'578.5	4'604.5	0.6%
Beiträge der öffentlichen Hand	5'952.4	3'590.6	3'517.7	3'476.1	-1.2%
- Bund	4'464.3	3'590.6	3'517.7	3'476.1	-1.2%
- Kantone	1'488.1	-	-	-	-
Kapitalzinsen	-	-	-	-	-
Einnahmen aus Regress	120.0	133.3	108.6	95.2	-12.3%
- Zahlungen von haftpflichtigen Dritten	129.0	142.2	118.6	104.5	-11.9%
- Regresskosten	-9.0	-8.8	-10.0	-9.3	-7.2%
Ausgaben Total	11'904.7	9'524.1	9'330.9	9'220.3	-1.2%
Schuldzinsen	312.9	344.6	196.3	161.8	-17.6%
Geldleistungen	7'335.6	6'978.1	7'002.4	6'857.6	-2.1%
- Ordentliche Renten	6'138.2	5'695.5	5'632.3	5'436.8	-3.5%
- Ausserordentliche Renten	569.5	586.3	623.5	643.0	3.1%
- Taggelder	356.1	379.4	400.8	423.0	5.5%
- Hilflosenentschädigungen	407.7	430.1	453.2	463.7	2.3%
- Fürsorgeleistungen an SchweizerInnen im Ausland	1.4	1.4	1.3	1.2	-8.1%
- Rückerstattungsforderungen netto	-158.9	-137.4	-132.6	-135.2	1.9%
- Beitragsanteil zu Lasten der IV	21.4	22.8	23.9	25.1	5.0%
Kosten für individuelle Massnahmen	1'756.1	1'514.3	1'405.3	1'439.5	2.4%
- Medizinische Massnahmen	670.6	735.0	679.5	701.6	3.3%
- Frühinterventionsmassnahmen	-	2.8	10.8	17.2	59.2%
- Integrationsmassnahmen	-	2.9	14.1	19.5	37.8%
- Massnahmen beruflicher Art	365.3	362.3	426.4	469.1	10.0%
- Beiträge Sonderschulung ^{1,2}	377.5	107.2	6.9	0.5	-92.6%
- Hilfsmittel	232.3	242.3	232.2	231.9	-0.1%
- Reisekosten	115.7	67.8	40.2	5.9	-85.4%
- Rückerstattungsforderungen netto	-5.4	-5.9	-4.9	-6.1	24.8%
Beiträge an Institutionen und Organisationen²	2'044.5	149.6	152.5	152.5	0.0%
- Arbeitsämter, Berufsberatungsstellen	-	-	-	-	-
- Baubeiträge	94.0	-	-	-	-
- Betriebsbeiträge	1'760.0	-	-	-	-
- Beiträge an Dachorganisationen und Ausbildungsstätten	177.6	136.2	139.1	140.2	0.8%
- Beitrag an Pro Infirmis (gem. Art. 10 ELG)	12.9	13.5	13.4	12.3	-8.6%
Durchführungskosten	162.5	176.8	207.5	161.9	-22.0%
- IV-Stellen	-	-	-	-	-
- Spezialstellen	0.0	-	-	-	-
- Abklärungsmassnahmen	143.3	154.9	185.2	140.0	-24.4%
- Parteientschädigungen und Gerichtskosten	19.1	21.9	22.3	21.9	-1.7%
Verwaltungskosten³	293.3	360.7	366.9	447.0	21.8%
- Posttaxen	6.8	6.8	6.6	6.5	-2.1%
- Verwaltungskosten	28.4	33.8	36.4	33.0	-9.3%
- Abschreibungen Immobilien IV-Stellen	1.9	1.9	1.9	1.9	0.0%
- IV-Stellen	256.4	318.6	322.2	406.0	26.0%
- Kostenrückerstattungen	-0.2	-0.3	-0.2	-0.3	36.3%
Ergebnis (Fehlbetrag bzw. Überschuss)	-1'589.8	-1'362.3	-1'126.1	-1'044.5	-7.2%
Stand des Kapitalkontos	-10'919.9	-12'773.2	-13'899.3	-14'943.8	7.5%
Ausserordentliche Einnahmen NFA	1'471.0	-	-	-	-
- Bund	981.0	-	-	-	-
- Kantone	490.0	-	-	-	-
Ausserordentliche Ausgaben	1'962.0	-	-	-	-
Stand des Kapitalkontos⁴	-11'410.9	-12'773.2	-13'899.3	-14'943.8	7.5%

1 Die Beiträge für hilflose Minderjährige wurden bis 2003 unter „Beiträge Sonderschulung“ verbucht. Ab 2004 werden die Beiträge für hilflose Minderjährige unter der Rubrik „Hilflosenentschädigungen“ verbucht.

2 Seit 2008 fallen die Massnahmen für besondere Schulung sowie die Subventionierung der Institutionen in den Aufgabenbereich der Kantone (NFA).

3 Ohne Verwaltungskosten, die direkt bei den Ausgleichskassen der Kantone bzw. Verbände oder bei den Arbeitgebern anfallen.

4 Inkl. Saldo NFA.

T1.1 Entwicklung der Betriebsrechnungen der IV seit 1960

Einnahmen- bzw. Ausgabenarten (in Mio. Fr.)	2010	2011	2012	2013	Veränd. 2013/2012
Einnahmen Total	8'175,8	9'433,5	9'688,8	9'814,4	1,3%
Beiträge der Versicherten und Arbeitgeber	4'604,5	4'744,7	4'840,0	4'951,2	2,3%
Beiträge der öffentlichen Hand	3'476,1	4'606,9	4'780,3	4'803,9	0,5%
- Bund	3'476,1	3'565,2	3'504,0	3'508,2	0,1%
- Bund, Sonderzinsen		186,2	186,2	178,8	-4,0%
- Bund MWST		855,5	1'090,0	1'116,9	2,5%
Einnahmen aus Regress	95,2	81,5	68,5	58,9	-14,0%
- Zahlungen von haftpflichtigen Dritten	104,5	91,6	78,1	67,9	-13,2%
- Regresskosten	-9,3	-10,0	-9,6	-8,9	-7,1%
Andere Einnahmen		0,4	0,0	0,3	551,2%
Ausgaben Total	9'220,3	9'456,8	9'294,6	9'305,7	0,1%
Schuldzinsen	161,8	298,9	298,9	287,0	-4,0%
Geldleistungen	6'857,6	6'870,7	6'677,1	6'584,1	-1,4%
- Ordentliche Renten	5'436,8	5'386,4	5'233,1	5'154,6	-1,5%
- Ausserordentliche Renten	643,0	687,0	708,0	737,8	4,2%
- Taggelder	423,0	443,9	459,9	490,3	6,6%
- Hilflosenentschädigungen	463,7	480,0	440,7	422,4	-4,2%
- Fürsorgeleistungen an SchweizerInnen im Ausland	1,2	1,1	1,1	1,0	-5,2%
- Rückerstattungsforderungen netto	-135,2	-154,9	-194,5	-252,6	29,9%
- Beitragsanteil zu Lasten der IV	25,1	27,1	28,7	30,7	6,8%
Kosten für individuelle Massnahmen	1'439,5	1'459,8	1'495,4	1'619,2	8,3%
- Medizinische Massnahmen	701,6	698,8	718,9	786,3	9,4%
- Frühinterventionsmassnahmen	17,2	21,8	27,7	32,6	17,9%
- Integrationsmassnahmen	19,5	22,4	30,1	40,9	35,8%
- Massnahmen beruflicher Art	469,1	495,1	499,6	545,4	9,2%
- Beiträge Sonderschulung ¹	0,5	0,5	0,2	-	-100,0%
- Hilfsmittel	231,9	223,0	220,4	194,1	-12,0%
- Reisekosten	5,9	4,9	5,1	5,7	11,0%
- Assistenzbeitrag				21,9	-
- Rückerstattungsforderungen netto	-6,1	-6,7	-6,6	-7,7	15,9%
Beiträge an Institutionen und Organisationen²	152,5	198,3	168,5	151,0	-10,4%
- Baubeiträge	-	52,2	6,5	-0,1	-101,5%
- Betriebsbeiträge	-	0,8	-	-	-
- Beiträge an Dachorganisationen und Ausbildungsstätten	140,2	132,1	148,7	137,8	-7,3%
- Beitrag an Pro Infirmis (gem. Art. 10 ELG)	12,3	13,3	13,3	13,3	0,0%
Durchführungskosten	161,9	167,1	151,0	164,0	8,6%
- Abklärungsmassnahmen	140,0	145,9	131,6	145,6	10,6%
- Parteientschädigungen und Gerichtskosten	21,9	21,2	19,4	18,3	-5,3%
Verwaltungskosten³	447,0	462,0	503,7	500,3	-0,7%
- Posttaxen	6,5	6,3	6,4	5,4	-16,1%
- Verwaltungskosten	33,0	35,2	36,8	34,1	-7,2%
- Abschreibungen Immobilien IV-Stellen	1,9	2,4	2,4	1,6	-33,1%
- IV-Stellen	406,0	414,3	453,4	458,9	1,2%
- Kostenrückerstattungen	-0,3	-0,3	0,1	-4,3	-6319,7%
- Kosten Fondsverwaltung			4,7	4,6	-0,9%
Betriebsergeb. des Sozialwerks		-23,3	394,3	508,7	29,0%
Anlageergebnis		20,7	200,6	77,5	-61,4%
Total Betriebsergebnis	-1'044,5	-2,6	594,9	586,2	-1,5%
Stand des IV-Fonds		4'997,4	5'000,0	5'000,0	0,0%
Schuld gegenüber der AHV	-14'943,8	-14'943,8	-14'351,6	-13'765,4	-4,1%

1 Seit 2008 fallen die Massnahmen für besondere Schulung sowie die Subventionierung der Institutionen in den Aufgabenbereich der Kantone (NFA). Es werden nur Leistungen, die vor 2008 erbracht wurden, vergütet.

2 Mit dem NFA wurden 2008 Rückstellungen von 2,0 Mia. Franken für die Bau- und Betriebsbeiträge, die vor dem 1.1.2008 zugesprochen wurden, gebildet. 2011 waren diese Reserven aufgebraucht und die Versicherung musste 53 Mio. Fr. über die Betriebsrechnung vergüten.

3 Ohne Verwaltungskosten, die direkt bei den Ausgleichskassen der Kantone bzw. Verbände oder bei den Arbeitgebern anfallen.

T1.1 Entwicklung der Betriebsrechnungen der IV seit 1960

Einnahmen- bzw. Ausgabenarten (in Mio. Fr.)	2010	2014	2015	2016	Veränd. 2016/2015
Einnahmen Total	8'175.8	9'938.7	9'949.2	9'892.7	-0.6%
Beiträge der Versicherten und Arbeitgeber	4'604.5	5'018.1	5'096.4	5'171.5	1.5%
Beiträge der öffentlichen Hand	3'476.1	4'866.9	4'804.1	4'666.5	-2.9%
- Bund	3'476.1	3'576.0	3'533.0	3'524.8	-0.2%
- Bund, Sonderzinsen	-	171.5	160.0	30.1	-81.2%
- Bund MWsT	-	1'119.4	1'111.0	1'111.6	0.1%
Einnahmen aus Regress	95.2	53.7	48.7	54.7	12.3%
- Zahlungen von haftpflichtigen Dritten	104.5	62.4	56.8	63.0	10.9%
- Regresskosten	-9.3	-8.7	-8.1	-8.3	-2.6%
Andere Einnahmen	-	0.0	0.0	0.0	-45.6%
Ausgaben Total	9'220.3	9'254.2	9'304.1	9'200.6	-1.1%
Schuldzinsen	161.8	275.3	256.9	122.3	-52.4%
Geldleistungen	6'857.6	6'506.9	6'467.0	6'463.8	0.0%
- Ordentliche Renten	5'436.8	5'008.1	4'819.9	4'723.4	-2.0%
- Ausserordentliche Renten	643.0	765.3	792.1	816.1	3.0%
- Taggelder	423.0	518.3	549.7	615.2	11.9%
- Hilflosenentschädigungen	463.7	427.4	441.8	449.5	1.7%
- Fürsorgeleistungen an SchweizerInnen im Ausland	1.2	0.9	0.9	0.8	-6.7%
- Rückerstattungsfordernngen netto	-135.2	-245.5	-171.9	-179.6	-4.5%
- Beitragsanteil zu Lasten der IV	25.1	32.4	34.4	38.3	11.4%
Kosten für individuelle Massnahmen	1'439.5	1'648.7	1'724.9	1'769.5	2.6%
- Medizinische Massnahmen	701.6	778.7	819.6	827.8	1.0%
- Frühinterventionsmassnahmen	17.2	38.6	41.0	41.5	1.1%
- Integrationsmassnahmen	19.5	45.3	52.2	61.7	18.2%
- Massnahmen beruflicher Art	469.1	557.0	569.7	589.1	3.4%
- Beiträge Sonderschulung ³	0.5	-	-	-	-
- Hilfsmittel	231.9	201.2	204.9	203.9	-0.5%
- Reisekosten	5.9	5.7	5.8	5.7	-1.8%
- Assistenzbeitrag	-	31.4	42.0	51.4	22.4%
- Rückerstattungsfordernngen netto	-6.1	-9.2	-10.4	-11.6	-12.0%
Beiträge an Institutionen und Organisationen	152.5	145.4	166.1	155.2	-6.6%
- Baubeiträge	-	-1.5	-0.5	-0.9	-71.8%
- Betriebsbeiträge	-	-	-	-	-
- Beiträge an Dachorganisationen und Ausbildungsstätten	140.2	133.9	154.4	143.8	-6.9%
- Beitrag an Pro Infirmis (gem. Art. 10 ELG)	12.3	13.1	12.3	12.3	0.0%
Durchführungskosten	161.9	177.7	178.1	192.0	7.8%
- Abklärungsmassnahmen	140.0	157.7	158.8	172.2	8.4%
- Parteientschädigungen und Gerichtskosten	21.9	20.0	19.3	19.8	2.4%
Verwaltungskosten⁴	447.0	500.2	511.1	497.8	-2.6%
- Posttaxen	6.5	4.8	4.6	4.3	-7.9%
- Verwaltungskosten	33.0	35.1	34.8	36.0	3.5%
- Abschreibungen Immobilien IV-Stellen	1.9	1.6	1.6	1.6	0.0%
- IV-Stellen	406.0	453.9	465.7	454.3	-2.4%
- Kostenrückerstattungen	-0.3	-0.2	-0.2	-3.2	-1285.3%
- Kosten Fondsverwaltung	-	5.0	4.6	4.8	4.7%
Betriebsergeb. des Sozialwerks	-	684.5	645.1	692.1	7.3%
Anlageergebnis	-	237.8	-31.5	131.1	516.3%
Total Betriebsergebnis	-1'044.5	922.3	613.6	823.2	34.2%
Stand des IV-Fonds	-	5'000.0	5'000.0	5'000.0	0.0%
Schuld gegenüber der AHV	-14'943.8	-12'843.0	-12'229.4	-11'406.2	6.7%

³ Seit 2008 fallen die Massnahmen für besondere Schulung sowie die Subventionierung der Institutionen in den Aufgabenbereich der Kantone (NFA). Es werden nur Leistungen, die vor 2008 erbracht wurden, vergütet.

⁴ Ohne Verwaltungskosten, die direkt bei den Ausgleichskassen der Kantone bzw. Verbände oder bei den Arbeitgebern anfallen.

Annexe V

Valeurs de développement du nombre d'octrois de nouvelles rentes AI (pondérées) de 2004 à 2016

IV-Statistik 2012

Tabellenteil

T6.8 NeurentenbezügerInnen¹ in der Schweiz nach Geschlecht und Rententeil²,
Periode von 2003 bis 2012

T6.8.1 Anzahl BezügerInnen

Geschlecht	Jahr	Rententeil ²				Total	
		Ganze	Dreiviertel	Halbe	Viertel		
Männer	2003	10'330	-	4'664	531	15'525	
	2004	8'784	1'014	3'328	728	13'854	
	2005	7'493	988	2'847	909	12'237	
	2006 ⁴	5'522	789	2'023	725	9'059	
	2007	5'956	899	2'162	796	9'813	
	2008	5'652	818	2'094	839	9'403	
	2009	5'417	723	1'873	798	8'811	
	2010	5'392	736	1'742	736	8'606	
	2011	5'367	711	1'794	752	8'624	
	2012	5'205	655	1'539	699	8'098	
Frauen ³	2003	7'474	-	4'129	572	12'175	
	2004	6'072	765	2'828	913	10'578	
	2005	5'163	791	2'509	1'027	9'490	
	2006 ⁴	3'640	561	1'570	735	6'506	
	2007	4'171	603	1'666	791	7'231	
	2008	4'347	637	1'656	860	7'500	
	2009	3'929	618	1'526	743	6'816	
	2010	3'745	580	1'422	784	6'531	
	2011	3'998	617	1'444	743	6'802	
	2012	3'840	546	1'283	751	6'420	
Männer und Frauen ³	2003	17'804	-	8'793	1'103	27'700	
	2004	14'856	1'779	6'156	1'641	24'432	• 19'678.50
	2005	12'656	1'779	5'356	1'936	21'727	• 17'152.25
	2006 ⁴	9'162	1'350	3'593	1'460	15'565	• 12'376.00
	2007	10'127	1'502	3'628	1'587	17'044	• 13'564.25
	2008	9'999	1'455	3'750	1'699	16'903	• 13'330.00
	2009	9'346	1'341	3'399	1'541	15'627	• 12'436.50
	2010	9'137	1'316	3'164	1'520	15'137	• 12'086.00
	2011	9'365	1'328	3'238	1'495	15'426	• 12'352.75
	2012	9'045	1'201	2'822	1'450	14'518	• 11'719.25

1 Die Neurenten werden auf der Basis eines Vergleiches an zwei verschiedenen Zeitpunkten berechnet. Die Neurenten für das Jahr N ergeben sich aus dem Vergleich der Personen, die im Dezember des Jahres N eine Rente bezogen, aber im Dezember des Jahres N-1 noch keine Rente erhielten.

2 Mit der 4. IV-Revision (2004) wurden die IV-Grade neu definiert. Die Dreiviertelrente wird für einen IV-Grad zwischen 60 und 69% zugesprochen. Weiter wurden die Härtefallrenten abgeschafft, was eine Zunahme der Viertelrenten bewirkte.

3 Das AHV-Rentenalter der Frauen wurde 2005 um 1 Jahr erhöht.

4 Die Änderung des IV-Verfahrens per 1.7.2006 hat zu einer vorübergehenden Verlangsamung neuer Leistungszusprechen geführt.

Tabellenteil

IV-Statistik 2016

**T6.8 NeurentenbezügerInnen¹ in der Schweiz nach Geschlecht und Rententeil
Periode von Dezember 2007 bis Dezember 2016**
T6.8.1 Anzahl BezügerInnen

Geschlecht	Jahr	Rententeil				Total	<i>Renten gewichtet</i>
		Ganze	Dreiviertel	Halbe	Viertel		
Männer	2007	5'956	899	2'162	796	9'813	
	2008	5'652	818	2'094	839	9'403	
	2009	5'417	723	1'873	798	8'811	
	2010	5'392	736	1'741	736	8'605	
	2011	5'367	711	1'794	752	8'624	
	2012	5'205	655	1'539	699	8'098	
	2013	4'944	571	1'388	618	7'521	
	2014	5'195	553	1'397	603	7'748	
	2015	5'149	583	1'419	624	7'775	
	2016	5'298	582	1'442	611	7'933	
Frauen	2007	4'171	603	1'666	791	7'231	
	2008	4'347	637	1'656	860	7'500	
	2009	3'930	618	1'526	743	6'817	
	2010	3'745	580	1'422	784	6'531	
	2011	3'998	617	1'444	743	6'802	
	2012	3'840	546	1'283	751	6'420	
	2013	3'690	518	1'210	682	6'100	
	2014	3'593	509	1'127	669	5'898	
	2015	3'832	536	1'183	664	6'215	
	2016	3'730	560	1'219	697	6'206	
Männer und Frauen	2007	10'127	1'502	3'828	1'587	17'044	
	2008	9'999	1'455	3'750	1'699	16'903	
	2009	9'347	1'341	3'399	1'541	15'628	
	2010	9'137	1'316	3'163	1'520	15'136	
	2011	9'365	1'328	3'238	1'495	15'426	
	2012	9'045	1'201	2'822	1'450	14'518	
	2013	8'634	1'089	2'598	1'300	13'621	<i>M' 024.75</i>
	2014	8'788	1'062	2'524	1'272	13'646	<i>M' 164.50</i>
	2015	8'981	1'119	2'602	1'288	13'990	<i>M' 443.25</i>
	2016	9'028	1'142	2'661	1'308	14'139	<i>M' 542.00</i>

¹ Die Neurenten werden auf der Basis eines Vergleiches an zwei verschiedenen Zeitpunkten berechnet. Die Neurenten für das Jahr N ergeben sich aus dem Vergleich der Personen, die im Dezember des Jahres N eine Rente bezogen, aber im Dezember des Jahres N-1 noch keine Rente erhielten.

Annexe VI

Valeurs de développement des rentes pour enfants de 2004 à 2016

Entwicklungswerte

IV-Statistik 2010 Tabellenteil

T5.1 IV-Renten (in der Schweiz und im Ausland) nach Rentenart, Periode von Dezember 2001 bis Dezember 2010

T5.1.1 BezügerInnen

Jahr	Invalidenrenten			Zusatzrenten				Total ^{1,2}	Total Kinder
	Männer	Frauen	Total	Kinder bei		Total ^{1,2}			
				Vater	Mutter				
2001	146'482	103'033	249'515						
2002	152'874	109'500	262'374						
2003	158'999	115'639	274'638						
2004 ¹	163'143	120'058	283'201						
2005 ¹	165'464	127'787	293'251						
2006 ¹	163'714	127'175	290'889						
2007 ¹	162'900	126'663	289'563						
2008 ²	161'226	126'527	287'753						
2009	158'504	125'477	283'981						
2010	155'760	123'767	279'527						

Jahr	Ehefrauen ^{1,2}	Ehemänner ^{1,2}	Kinder bei		Total ^{1,2}	Total ^{1,2}	Total Kinder
			Vater	Mutter			
	64'965	10'135	58'167	31'409	164'676	414'191	
2002	66'534	13'290	62'031	34'590	176'445	438'819	
2003	67'747	16'437	66'149	37'897	188'230	462'868	
2004 ¹	66'460	18'161	68'030	39'929	192'580	475'781	107'959
2005 ¹	62'794	18'184	68'709	41'040	190'727	483'978	109'749
2006 ¹	57'263	16'973	67'245	40'236	181'717	472'606	107'481
2007 ¹	51'287	15'549	65'757	39'582	172'175	461'738	105'239
2008 ²	-	-	64'387	39'268	103'655	391'408	
2009	-	-	61'750	38'156	99'906	383'887	
2010	-	-	59'042	36'915	95'957	375'484	

1 Mit der 4. IV-Revision wurden per 1.01.2004 keine neuen Zusatzrenten für Ehegatten mehr zugesprochen. Für die früher erworbenen Ansprüche galt der Bestzustand.
 2 Mit dem In-Kraft-Treten der 5. IV-Revision wurden alle Zusatzrenten für Ehegatten per 1.1.2008 aufgehoben.

30 Bundesamt für Sozialversicherungen

Tabellenteil

IV-Statistik 2016

T5.1 IV-Renten (in der Schweiz und im Ausland) nach Rentenart
Periode von Dezember 2007 bis Dezember 2016
T5.1.1 BezügerInnen

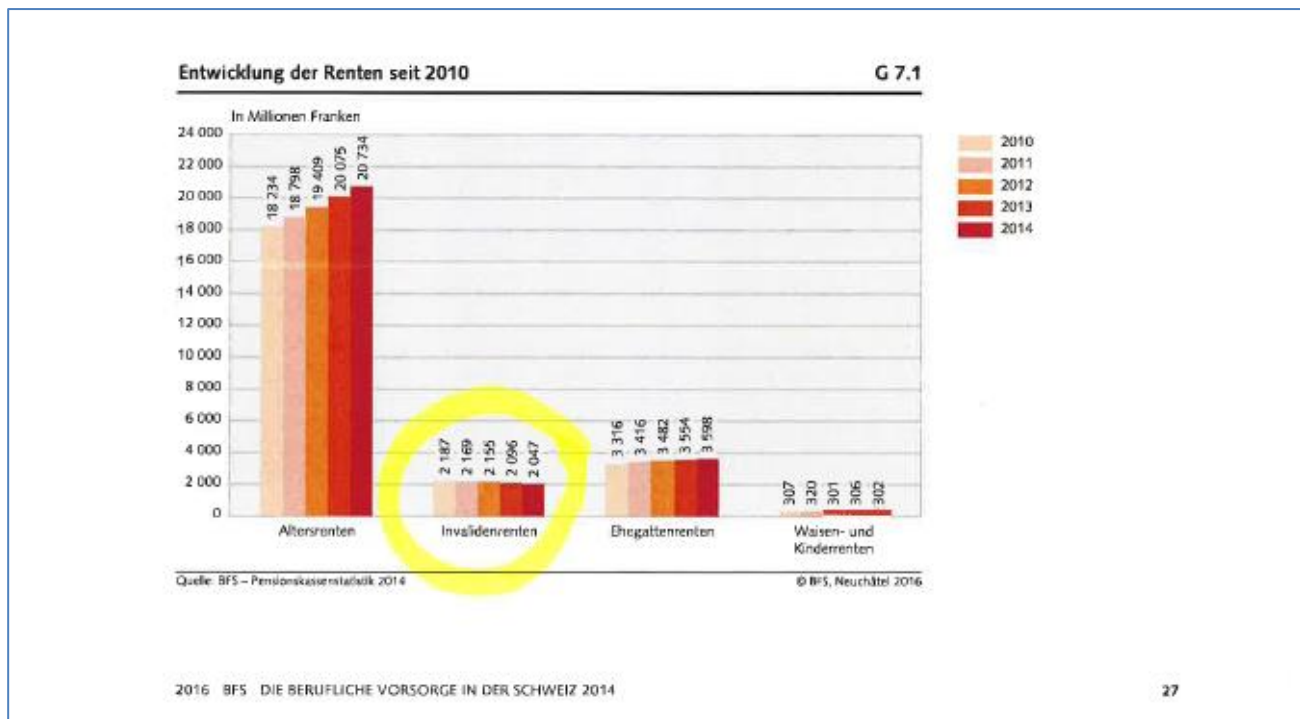
Jahr	Invalidenrenten			Zusatzrenten				Total ^{1,2}
	Männer	Frauen	Total	Ehefrauen ^{1,2}	Ehemänner ^{1,2}	Kinder bei		
			Vater			Mutter		
2007	162'900	126'663	289'563					
2008	161'226	126'527	287'753					
2009	158'504	125'477	283'981					
2010	155'760	123'767	279'527					
2011	153'136	122'629	275'765					
2012	150'184	120'826	271'010					
2013	146'571	118'549	265'120					
2014	143'557	116'373	259'930					
2015	140'449	114'898	255'347					
2016	138'392	113'327	251'719					
2007	51'287	15'549	65'757	39'582		172'175	461'738	
2008	–	–	64'387	39'268		103'655	391'408	
2009	–	–	61'750	38'156		99'906	383'887	
2010	–	–	59'042	36'915		95'957	375'484	
2011	–	–	56'234	35'810		92'044	367'809	
2012	–	–	53'350	34'464		87'814	358'824	
2013	–	–	50'641	33'119		83'760	348'880	
2014	–	–	47'714	31'544		79'258	339'188	
2015	–	–	45'184	30'435		75'619	330'966	
2016	–	–	42'995	29'379		72'374	324'093	

¹ Mit der 4. IV-Revision wurden per 1.01.2004 keine neuen Zusatzrenten für Ehegatten mehr zugesprochen. Für die früher erworbenen Ansprüche gilt der Besitzstand.

² Mit dem In-Kraft-Treten der 5. IV-Revision wurden alle Zusatzrenten für Ehegatten per 1.1.2008 aufgehoben.

Annexe VII

Statistique sur les rentes LPP provenant de l'année 2014



T.7.1 Bezüger/innen und Leistungen, 2013 und 2014

Leistungsart	Bezüger/innen		Veränderung in %	Jahresbetrag in Millionen Franken		Veränderung in %	Durchschnitt in Franken	
	2013	2014		2013	2014		2013	2014
Reglementarische Renten	1 053 003	1 074 741	2,1	26 034	26 686	2,5
Altersrenten	670 411	696 176	3,8	20 075	20 734	3,3	29 944	29 783
Invalidenrenten	131 708	128 265	-2,6	2 096	2 047	-2,3	15 915	15 959
Kinderrenten ¹	50 265	48 848	-2,8	212	206	-2,8	4 225	4 209
Ehegattenrenten	184 499	185 096	0,3	3 554	3 599	1,3	19 266	19 441
Waisenrenten	15 951	16 096	0,9	94	96	2,1	5 870	5 964
Übrige Renten	169	260	53,8	3	4	33,3	17 598	15 688
Reglementarische Kapitalleistungen²	39 664	41 369	4,3	6 488	6 855	5,7
bei Pensionierung	34 840	36 363	4,4	5 846	6 115	4,6	167 797	168 169
bei Tod	4 550	4 779	5,0	619	721	16,5	136 005	150 790
bei Invalidität	274	227	-17,2	23	19	-17,4	85 292	83 841
Austrittsleistungen⁴	647 309	692 798	7,0	30 473	35 325	15,9
Überwiesene FZL bei Austritt	597 306	639 627	7,1	27 516	32 247	17,2	46 067	50 416
Barauszahlungen von FZL	20 453	24 820	21,4	731	840	14,9	35 735	33 826
Vorbezüge Wohnneigentum	20 054	19 419	-3,2	1 504	1 488	-1,1	75 002	76 621
Auszahlungen infolge Scheidung	9 496	8 932	-5,9	722	750	3,9	76 037	83 990

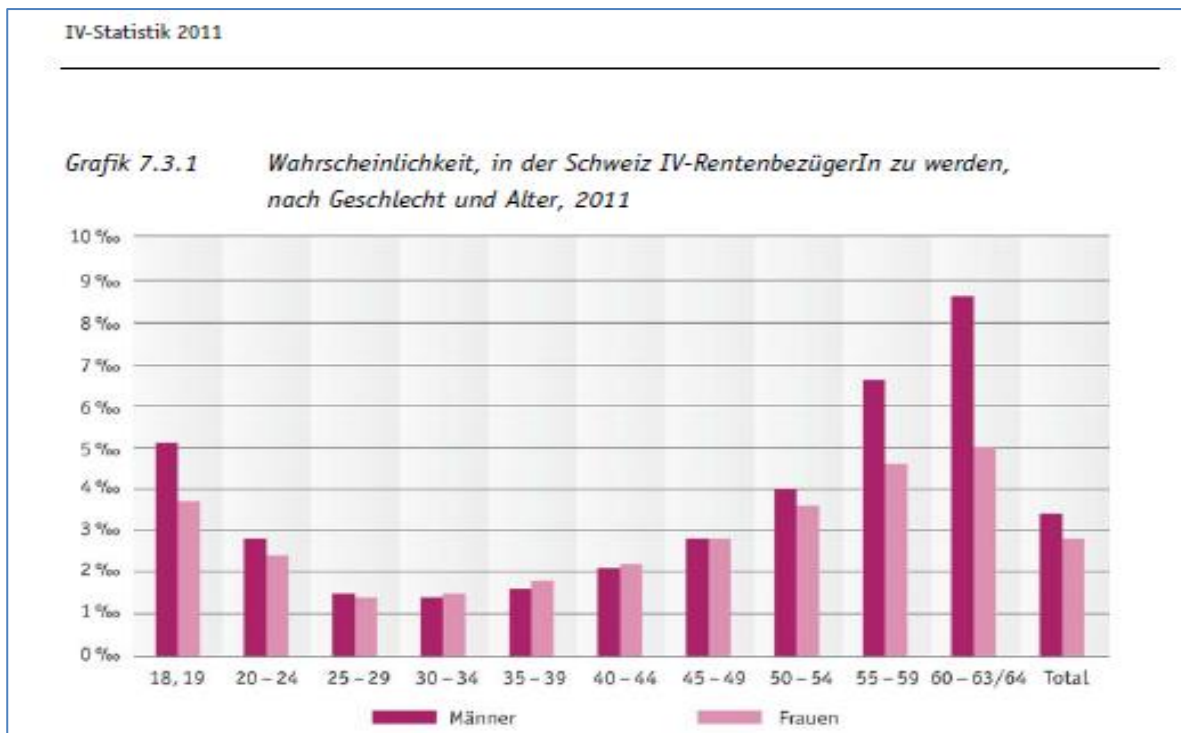
¹ Pensionierten- und invalidenkinderrenten
² Bezüger/innen und laufende Renten per Ende Jahr
³ Während des Geschäftsjahres ausbezahlt
⁴ Während des Geschäftsjahres überwiesen/ausbezahlt

Quelle: BFS – Pensionskassenstatistik 2014 © BFS, Neuchâtel 2016

28 DIE BERUFLICHE VORSORGE IN DER SCHWEIZ 2014 BFS 2016

Annexe VIII

Calcul de la durée de rente d'une rente AI



Businesscase Eingliederung:
Kapitalisierung der Rente

SVA Zürich

KP IV-Leistungen

Stand: 17.02.2017 / ech

1 Kapitalisierung der Renten

Das Durchschnittsalter der Kunden mit erfolgreichen EM betrug im Jahre 2015 41 Jahre. Diejenigen Kunden die erfolgreich eingegliedert werden und keine RE benötigen, waren hingegen 40 Jahre alt. Kundinnen und Kunden die direkt berentet wurden, sind durchschnittlich 47 Jahre.

Für die Kapitalisierung der RE bis zum Pensionsalter nehmen wir den Durchschnittswert der ganzen RE gemäss Erhebung DWH BSV für IV Zürich: CHF 1'495.00.

2015 hatten wir 36'879 laufende IV-Renten und 9'639 dazugehörige Kinderrenten. Berücksichtigen wir die Gewichtung ergeben sich gemäss 32'406 Hauptrenten und 8012 Kinder-RE. Dies ergibt einen Faktor von 0.25. D.h. zu jeder vierten Hauptrente kommt eine Kinder-RE dazu. Betragsmässig sind das CHF 1'495.00 für die Hauptrente und CHF 557.00 (Kinderrente zur Mutter: CHF 552 und zum Vater: CHF 562). Davon rechnen wir 25% und zählen den Betrag zur Hauptrente dazu.

Das Ergebnis ist die Grundlage für die Kapitalisierung der IV-RE. Nicht berücksichtigt wird in dieser Aufstellung, dass die Kinder-RE jeweils nur für eine gewisse Zeitspanne anfallen und nicht während der ganzen Berentungsphase.

Tabelle 12

Alter Zeitpunkt RE	Gew. RE-Betrag	Kinder-RE gew.	RE-Betrag mit Kinder-RE (in jedem 4. Fall)	Kapitalisiert bis Alter 65
Alter 40 (Jhg)	CHF 1'495	CHF 557 (1/4 = 139.25)	CHF 1634.25	CHF 490'275
Alter 41				CHF 470'664
Alter 47 (vP ohne EM)				CHF 352'998
Mittelwert				CHF 421'637

Quelle: DWH BSV Jahr 2015 für IV-Stelle Zürich

Annexe IX

Possibilités d'utilisation du «capitalisateur» provenant du programme «Leonardo»

Anwendungsmöglichkeiten 1/3

Anwendungsmöglichkeiten des capitalisators

Die Anleitung erläutert die Anwendung des capitalisators. Die Erläuterungen beschränken sich auf die technischen Aspekte sowie einige grundlegende Hinweise zur Kapitalisierung. Für weitergehende Fragen wird auf Schaetzle/Weber, Kapitalisieren - Handbuch zur Anwendung der Barwerttafeln, Zürich 2001, verwiesen. Dort finden sich insbesondere auch Rechenbeispiele ausserhalb des Haftpflicht- und Versicherungsrechts (Beispiele 40 - 70, S. 259 ff.)

Der capitalisator ist vielseitig anwendbar. Mit ihm können periodisch wiederkehrende Leistungen (z.B. Renten oder Wohnrechte) in ein Kapital oder ein Kapitalbetrag in eine Rente umgerechnet werden. Zudem können die wichtigen Parameter der Kapitalisierung wie der Zinsfuss oder die Zahlungsweise frei gewählt werden. Selbst die Kapitalisierung veränderlicher Renten ist möglich.

Der capitalisator richtet sich insbesondere an:

- Notare (zur Wertermittlung von Wohnrechten, Nutzniessungen und periodischen Lasten)
- Treuhänder (für die Bewertung von Immobilien)
- Lebensversicherer (Leibrenten, Verbindungsrenten, Zeitrenten)
- Pensionskassen (Deckungskapitalien, Regresswertberechnungen)
- Steuerbehörden (für die Besteuerung von Renten und Lasten)
- Rechtsanwälte (im Familienrecht, Erbrecht, Sachenrecht, Schadensrecht)
- Haftpflicht- und Sozialversicherer (Reserven, Regresswertberechnungen)
- Behörden (Vormundschaftsbehörden, Grundbuchämter) und
- Gerichte

Im **Haftpflichtrecht** werden Invaliditätsschäden (OR 46) und Versorgungsschäden (OR 45) bis heute ganz überwiegend in Form eines Kapitals ersetzt. Die geschädigte Person erhält eine einmalige Kapitalabfindung,

womit z.B. der periodisch oder kontinuierlich anfallende Erwerbs-, Renten- und Haushaltschaden oder die künftigen Heilungskosten ersetzt werden. Für die Berechnung von Personenschäden steht das umfassende Programm LEONARDO zur Verfügung, in das ebenfalls ein capitalisator integriert ist, der allerdings auf die dort üblichen Berechnungsweisen zugeschnitten ist.

Ausserhalb des Haftpflicht- und Sozialversicherungsrechts ergibt sich in zahlreichen Bereichen die Notwendigkeit oder Wünschbarkeit von Kapitalwertberechnungen. Hier sind vor allem Leib- und Zeitrenten zu kapitalisieren.

Der **Barwert entspricht dem Wert der künftigen Nutzungen im Bewertungszeitpunkt**. Er dient damit der Wertermittlung für den Auskauf oder die Ablösung einer Rente, zur geldwerten Schätzung eines Rechts, dem Wertvergleich zwischen Rente und Kapital oder allgemein zur Bemessung des heutigen Wertes einer periodischen Leistung.

Kapitalisierungs- und auch Verrentungsfragen stellen sich etwa in folgenden Zusammenhängen:

- *im Familienrecht*: Mit welchem Kapitalbetrag kann eine Unterhaltersatzrente ausgekauft werden?
- *im Erbrecht*: Verletzt eine testamentarisch verfügte Nutzniessung einen Pflichtteil?
- *zur Wertermittlung von Vermögen oder Vermögensbestandteilen*: Wie hoch ist der Ertragswert von Immobilien und Aktien berechnet werden?
- *im Sachenrecht*: Welches ist der Wert einer Nutzniessung, eines Wohn-, Bau- oder Quellenrechts?
- *im Vertragsrecht*: Was kostet eine Leibrente oder eine Verpfändung?
- *in der Personalvorsorge*: Welches ist der heutige Wert der anwartschaftlichen Altersleistungen?

- *im Sozialversicherungsrecht*: Wie wird eine Integritätsschadenrente ausgekauft und der Regresswert berechnet?
- *im Steuerrecht*: Wie hoch ist der Steuerwert einer vermachten Nutzniessung oder der Rentenwert einer Kapitaleistung ?
- *im Verwaltungsrecht*: Welches ist der Wert eines Baurechts im Enteignungsfall?
- *für Sicherheitsleistungen*: In welchem Umfang ist für eine Rente Sicherstellung zu leisten?
- *im Prozessrecht*: Wie hoch ist der Streitwert einer periodischen Leistung?
- *im Konkursrecht*: Wie viel beträgt die Konkursforderung, wenn der Verpfänder in Konkurs fällt?
- *mit Zinseszinsrechnungen*: Welches ist der Barwert eines verzinslichen Darlehens?

Annexe X

Calcul de la durée d'échéance d'une rente AI compte tenu du taux d'actualisation et du taux de mortalité

Mortalitätsrente
Aktivitätsrente
Zeitrente

Auf ein Leben Auf zwei Leben

Person

Name Vorname

Geburtsdatum ➔ Alter am Rechnungstag Geschlecht weiblich männlich

Kapitalisierung

Beginn sofort aufgeschoben bis Alter aufgeschoben um Jahre

Dauer lebenslänglich temporär bis Alter

Kapitalisierungszinsfuß % Zahlungsweise

Betrag

Verlauf konstant gestaffelte Veränderung gleichmässige Veränderung

Jahresrente

Notizen

Eingaben löschen
Berechnen

Resultat

Faktor

Kapital (Barwert)

Résultat:

Durée de rente de 21 ans (catégorie d'âge de 31 à 52 ans = âge moyen entre 18 et 65 ans) pour les hommes selon le taux d'actualisation et le taux de mortalité = **14,88 ans**.

Rechenart Kapitalisieren Verrenten

Mortalitätsrente Aktivitätsrente Zeitrente

Auf ein Leben Auf zwei Leben

Person
 Name Vorname
 Geburtsdatum → Alter am Rechnungstag Geschlecht weiblich männlich

Betrag
 Verlauf konstant gestaffelte Veränderung gleichmässige Veränderung
 Jahresrente

Kapitalisierung
 Beginn sofort aufgeschoben bis Alter
 aufgeschoben um Jahre
 Dauer lebenslänglich temporär bis Alter
 Kapitalisierungszinssuss % Zahlungsweise

Notizen

Eingaben löschen Berechnen

Resultat
 Faktor Kapital (Barwert)

Résultat:

Durée de rente de 21 ans (catégorie d'âge de 31 à 52 ans = âge moyen entre 18 et 65 ans) pour les femmes selon le taux d'actualisation et le taux de mortalité = **14,92 ans**.

Dès lors, la moyenne pour les hommes et les femmes = **14,90 ans** (= utilisation pour le *business case*).

Annexe XI

Calcul de la durée d'échéance d'une rente pour enfants compte tenu du taux d'actualisation et du taux de mortalité

Rechenart Kapitalisieren Verrenten

Mortalitätsrente Aktivitätsrente Zeitrente

Auf ein Leben Auf zwei Leben

Person
 Name Vorname
 Geburtsdatum → Alter am Rechnungstag Geschlecht weiblich männlich

Betrag
 Verlauf konstant gestaffelte Veränderung gleichmässige Veränderung
 Jahresrente

Kapitalisierung
 Beginn sofort aufgeschoben bis Alter
 aufgeschoben um Jahre
 Dauer lebenslänglich temporär bis Alter
 Kapitalisierungszinsfuss % Zahlungsweise

Notizen

Resultat
 Faktor Kapital (Barwert)

Résultat:

Durée de rente de 10 ans (catégorie d'âge de 4 à 14 ans = âge moyen entre 0 et 18 ans) pour les enfants de sexe masculin selon le taux d'actualisation et le taux de mortalité = **8,47 ans**.

Rechenart Kapitalisieren Verrenten

Mortalitätsrente Aktivitätsrente Zeitrente

Auf ein Leben Auf zwei Leben

Person
 Name Vorname
 Geburtsdatum Alter am Rechnungstag Geschlecht weiblich männlich

Betrag
 Verlauf konstant gestaffelte Veränderung gleichmässige Veränderung
 Jahresrente

Kapitalisierung
 Beginn sofort aufgeschoben bis Alter
 aufgeschoben um Jahre
 Dauer lebenslänglich temporär bis Alter
 Kapitalisierungszinsfuss % Zahlungsweise

Notizen

Eingaben löschen Berechnen

Resultat
 Faktor Kapital (Barwert)

Résultat:

Durée de rente de 9 ans (catégorie d'âge de 4 à 13 ans = âge moyen entre 0 et 18 ans) pour les enfants de sexe masculin selon le taux d'actualisation et le taux de mortalité = **7,75 ans**.

Rechenart Kapitalisieren Verrenten

Mortalitätsrente **Aktivitätsrente** Zeitrente

Auf ein Leben Auf zwei Leben

Person
 Name Vorname
 Geburtsdatum Alter am Rechnungstag Geschlecht weiblich männlich

Betrag
 Verlauf konstant gestaffelte Veränderung gleichmässige Veränderung
 Jahresrente

Kapitalisierung
 Beginn sofort aufgeschoben bis Alter aufgeschoben um Jahre
 Dauer lebenslänglich temporär bis Alter
 Kapitalisierungszinsfuss % Zahlungsweise

Notizen

Eingaben löschen Berechnen

Resultat
 Faktor Kapital (Barwert)

Résultat:

Durée de rente de 10 ans (catégorie d'âge de 4 à 14 ans = âge moyen entre 0 et 18 ans) pour les enfants de sexe féminin selon le taux d'actualisation et le taux de mortalité = **8,47 ans**.

Rechenart Kapitalisieren Verrenten

Mortalitätsrente Aktivitätsrente Zeitrente

Auf ein Leben Auf zwei Leben

Person
 Name Vorname
 Geburtsdatum Alter am Rechnungstag Geschlecht weiblich männlich

Betrag
 Verlauf konstant gestaffelte Veränderung gleichmässige Veränderung
 Jahresrente

Kapitalisierung
 Beginn sofort aufgeschoben bis Alter
 aufgeschoben um Jahre
 Dauer lebenslänglich temporär bis Alter
 Kapitalisierungszinsfuss % Zahlungsweise

Notizen

Eingaben löschen Berechnen

Resultat
 Faktor Kapital (Barwert)

Résultat:

Durée de rente de 9 ans (catégorie d'âge de 4 à 13 ans = âge moyen entre 0 et 18 ans) pour les enfants de sexe féminin selon le taux d'actualisation et le taux de mortalité = **7,75 ans**.

Ainsi, la moyenne pour les enfants (m+f) pour 9,5 ans = **8,11 ans** (= utilisation pour le *business case*).